

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/40891]

## 14 MARS 2019. — Décret relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I<sup>er</sup>. — GENERALITESCHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° centre : tout centre communautaire dans lequel sont exécutées les mesures ou peines privatives de liberté prononcées à l'égard de jeunes ayant fait l'objet d'une décision de dessaisissement;

2° peine privative de liberté : la réclusion, la détention, l'emprisonnement, l'emprisonnement militaire, l'emprisonnement subsidiaire;

3° mesure privative de liberté : toute forme de privation de liberté autre que celles visées au 2°, à l'exclusion de l'internement;

4° jeune : la personne à l'égard de laquelle l'exécution d'une mesure ou d'une peine privative de liberté s'effectue en tout ou en partie dans un centre;

5° administration compétente : l'administration de la Communauté française ayant dans ses attributions la gestion des centres;

6° fonctionnaire dirigeant : fonctionnaire dirigeant l'administration compétente;

7° ministre : le ministre ayant dans ses attributions la gestion des centres;

8° directeur : la personne qui exerce la fonction de direction du centre ou la personne habilitée à agir en son nom;

9° équipe psycho-socio-éducative : l'équipe composée d'au moins un psychologue, un éducateur, un assistant social et d'un formateur ou enseignant;

10° ordre : l'état de respect des règles de conduite nécessaires à l'instauration ou au maintien d'un climat social humain dans le centre;

11° sécurité : la sécurité intérieure, comprise comme l'état de préservation de l'intégrité physique des personnes à l'intérieur du centre et d'absence de risque de dégradation, de destruction ou de soustraction illicites de biens meubles ou immeubles, et la sécurité extérieure comprise comme l'état de protection de la société grâce au maintien du jeune dans le centre et à la prévention des infractions qui pourraient être commises à partir du centre;

12° jour ouvrable : jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié.

## CHAPITRE II. — Dispositions générales

**Art. 2.** Le présent décret concerne la gestion des centres dans lesquels sont exécutées les mesures et peines privatives de liberté, prononcées à l'égard de jeunes ayant fait l'objet d'une décision de dessaisissement.

**Art. 3.** Lorsque l'arrivée d'un jeune âgé de moins de dix-huit ans est annoncée alors que la capacité maximale des centres est atteinte, un jeune âgé de dix-huit ans ou plus détenu dans un centre est transféré par décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué, basée sur l'avis du directeur et de l'équipe psycho-socio-éducative, vers une prison ou un établissement pénitentiaire pour adultes.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fondée principalement sur le degré d'investissement et de collaboration des différents jeunes de dix-huit ans ou plus détenus dans les centres dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet individuel ainsi que sur l'état d'avancement de ce projet.

## TITRE II. — PRINCIPES FONDAMENTAUX

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Principes généraux

**Art. 4.** L'exécution de la mesure ou peine privative de liberté dans le centre s'effectue dans des conditions qui respectent les droits des jeunes reconnus par les conventions internationales, en particulier la Convention internationale des droits de l'enfant et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

**Art. 5.** Durant l'exécution de la mesure ou peine privative de liberté dans le centre, il convient d'empêcher les effets préjudiciables évitables de la détention, tout en veillant à la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité.

**Art. 6.** L'exécution de la mesure ou peine privative de liberté dans le centre s'effectue dans des conditions psychosociales, physiques et matérielles qui respectent la dignité humaine, permettent de préserver ou d'accroître chez le jeune le respect de soi et d'autrui et sollicitent son sens des responsabilités personnelles et sociales.

**Art. 7.** Le jeune n'est soumis à aucune limitation de ses droits politiques, civils, sociaux, économiques ou culturels autre que les limitations qui découlent de sa condamnation pénale ou de la mesure privative de liberté, qui sont indissociables de la privation de liberté et qui sont déterminées par ou en vertu de la loi, du décret ou de l'ordonnance.

**Art. 8.** Le jeune inculpé étant présumé innocent tant qu'il n'a pas été condamné en vertu d'une décision ayant acquis force de chose jugée, il est traité de manière à ce que la mesure privative de liberté ne revête pas de caractère punitif.

La prise en charge du jeune inculpé est axée sur la préparation individualisée aux suites de la procédure et à sa réinsertion dans la société.

**Art. 9.** Le caractère punitif de la peine privative de liberté se traduit exclusivement pour le jeune condamné par la perte totale ou partielle de la liberté de mouvement et les restrictions à la liberté qui y sont liées de manière indissociable.

La prise en charge du jeune condamné est axée sur sa réhabilitation, sur la préparation individualisée à sa réinsertion dans la société, en ce compris l'évitement de la récidive, ainsi que sur la réparation du tort causé aux victimes.

**Art. 10.** L'exécution de la mesure ou de la peine privative de liberté se déroule dans le centre dans le cadre d'un régime de vie en communauté.

Ce régime implique que le jeune se tient en principe dans les espaces communs, sauf lorsqu'il fait l'objet d'un isolement, à titre de mesure de sécurité ou de sanction disciplinaire.

Le jeune se tient dans l'espace de séjour qui lui est attribué pendant la période fixée par le règlement d'ordre intérieur pour le repos nocturne et pendant les autres périodes ou activités désignées par le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le jeune séjourne seul dans l'espace de séjour qui lui est attribué.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles les espaces de séjour individuels, les espaces communs et les locaux d'isolement répondent en matière de santé, de sécurité et d'hygiène, et fixe à cet effet des règles portant au moins sur les dimensions, l'éclairage, l'aération, les installations sanitaires et l'entretien.

§ 3. Le Gouvernement désigne au moins une section spécifiquement destinée à accueillir les jeunes femmes, dans laquelle celles-ci peuvent être hébergées avec leur enfant de moins de trois ans.

Une section comprend au moins des espaces de séjour individuels et des installations sanitaires distincts.

Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'aménagement et d'organisation de la section visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> destinées à permettre l'accompagnement des jeunes femmes enceintes et l'hébergement des jeunes femmes avec leur enfant de moins de trois ans.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le centre organise une concertation régulière permettant aux jeunes de s'exprimer sur les questions d'intérêt collectif.

Les modalités de la concertation sont fixées par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Le centre permet et favorise l'expression individuelle du jeune quant aux conditions de détention et au contenu de sa prise en charge, en en garantissant l'anonymat.

Les modalités du recueil de la parole du jeune sont fixées par le règlement d'ordre intérieur.

#### CHAPITRE II. — *Motivation et communication des décisions*

**Art. 13.** Les décisions prises dans le cadre du présent décret sont motivées, sauf les cas dans lesquels la loi du 29 juillet 1991 relative la motivation formelle des actes administratifs n'exige pas d'indication des motifs et ceux dans lesquels la sécurité intérieure serait gravement mise en péril par la communication de la motivation.

Les exceptions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux décisions prises en vertu du régime disciplinaire prévu au titre VI.

Lorsqu'une décision n'est pas motivée, le fonctionnaire dirigeant est informé, dans les vingt-quatre heures, de cette décision ainsi que des motifs qui justifient cette absence de motivation. S'il estime ces motifs insuffisants, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ordonne que la décision soit motivée.

Les décisions qui ne sont pas motivées sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, dans lequel sont mentionnées la motivation de la décision prise à l'égard du jeune et la motivation de la décision de ne pas communiquer au jeune la motivation de la décision le concernant.

Ce registre ne peut être consulté que par le fonctionnaire dirigeant, les membres des organes de surveillance et de recours visés aux titres VII et VIII et les magistrats du Conseil d'État ou de l'ordre judiciaire lorsque le litige qui leur est soumis le requiert.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

**Art. 14.** Les décisions prises à l'égard du jeune dans le cadre du présent décret lui sont communiquées, oralement et par écrit, dans un langage accessible.

Si le jeune ne maîtrise pas le français, il est fait appel à tout moyen raisonnable afin de lui permettre de comprendre la décision et sa motivation.

Si le jeune est mineur, les décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont également communiquées aux personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et à son avocat.

#### CHAPITRE III. — *Formation du personnel*

**Art. 15.** L'administration compétente assure la formation de base de chaque membre du personnel du centre, qui tient compte de sa formation initiale et de la fonction qu'il est appelé à exercer au sein du centre.

Durant l'exercice de sa fonction, l'administration compétente assure la formation continue de chaque membre du personnel, qui consiste en l'approfondissement de la formation de base et l'actualisation des savoirs en fonction de l'évolution des connaissances.

La formation de base et la formation continue portent en particulier sur le respect des droits et de l'intérêt du jeune ainsi que sur le cadre d'intervention visé à l'article 16.

L'administration compétente favorise la participation des membres du personnel à des formations organisées par d'autres services ou organismes et qui leur permettent d'améliorer les compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction au sein du centre.

### TITRE III. — *PRISE EN CHARGE*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Cadre général*

**Art. 16.** Le gouvernement définit le cadre d'intervention des centres, qui comprend, au moins, les principes méthodologiques de cette intervention et les modalités de prise en charge des jeunes, en ce compris les rôles et missions des membres du personnel, les activités auxquelles les jeunes sont tenus de participer et les mesures éducatives qui peuvent être prises à leur égard en vertu de l'article 17.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur et les membres de l'équipe psycho-socio-éducative peuvent prendre une mesure éducative à l'égard du jeune qui adopte :

1° soit un comportement qui, sans mettre en péril l'ordre ou la sécurité, compromet l'exécution des missions du centre;

2° soit un comportement qui constitue une infraction disciplinaire en vertu de l'article 105 mais qui ne justifie pas de manière impérieuse une sanction disciplinaire pour maintenir l'ordre ou la sécurité.

La mesure éducative garantit une approche individualisée du comportement du jeune.

Ne peuvent être utilisés comme mesures éducatives ni l'isolement, ni la restriction ou la privation des contacts avec l'extérieur visés au titre IV, ni la restriction ou la privation d'activités d'enseignement ou de formation visées au chapitre 6 du présent titre, ni la restriction ou la privation d'allocations.

§ 2. Les mesures éducatives sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure l'identité du jeune, la nature de la mesure, les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° le ministre;

2° l'administration compétente;

3° le délégué général aux droits de l'enfant;

4° les membres de l'organe de surveillance visé à l'article 121;

5° le jeune;

6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux mesures éducatives imposées au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de mesures, leur nature, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.

**Art. 18.** En vue d'atteindre les objectifs visés aux articles 8 et 9, le jeune élabore avec l'équipe psycho-socio-éducative un projet individuel qui tient compte de sa situation spécifique.

Le projet individuel comporte un programme d'activités visant la réinsertion du jeune et, le cas échéant, la réparation du tort causé aux victimes.

En cours de prise en charge, le projet individuel est adapté en fonction de l'évolution du jeune et des décisions judiciaires et administratives qui peuvent influencer son parcours.

**Art. 19.** Le Gouvernement établit un règlement d'ordre intérieur qui contient les modalités de mise en œuvre des droits et obligations du jeune, prévus par le présent décret, durant sa prise en charge au sein du centre.

Le règlement d'ordre intérieur est rédigé dans un langage accessible au jeune.

#### CHAPITRE II. — *Accueil*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Dès son arrivée au centre et, au plus tard, dans les vingt-quatre heures, le jeune est accueilli individuellement par le directeur ou, en cas d'empêchement, par un membre de l'équipe psycho-socio-éducative.

L'entretien vise, notamment, à :

1° clarifier la situation judiciaire et pénale du jeune ainsi que son statut juridique au sein du centre;

2° expliquer au jeune les éléments principaux du cadre d'intervention, les étapes de sa prise en charge et le processus d'élaboration du projet individuel;

3° fournir ou rappeler au jeune les coordonnées de son avocat et l'informer de son droit de communiquer avec lui;

4° informer le jeune de la mission et des coordonnées du délégué général aux droits de l'enfant et de l'organe de surveillance visé à l'article 121 ainsi que des modalités selon lesquelles il peut les saisir;

5° informer le jeune des droits et obligations prévus par le présent décret, en particulier des modalités de contestation;

6° informer le jeune de ses droits en matière de traitement de ses données personnelles, particulièrement dans le cadre des différents registres prévus par le présent décret;

7° expliquer au jeune le règlement d'ordre intérieur.

A l'issue de l'entretien, le jeune reçoit un document, rédigé dans un langage accessible, contenant les informations visées à l'alinéa 2, 2°, 3°, 4°, 5° et 6°, ainsi que le règlement d'ordre intérieur.

Le jeune signe un document par lequel il déclare avoir reçu les documents visés à l'alinéa 3.

§ 2. Si le jeune ne maîtrise pas le français, il est fait appel à tout moyen raisonnable afin de lui permettre de comprendre les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 21.** Sauf décision judiciaire contraire, le jeune a droit à son arrivée au centre à un appel téléphonique gratuit à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Si le jeune est mineur, le centre informe par téléphone les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard de son arrivée au centre dans les vingt-quatre heures qui suivent celle-ci.

L'information visée à l'alinéa 2 est confirmée par écrit dans les deux jours ouvrables qui suivent l'arrivée du jeune. Le courrier contient les modalités de contact avec le jeune et avec les membres du personnel ainsi que le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 22.** Le jeune est examiné par un médecin dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trois jours qui suivent son arrivée.

Avec l'accord du jeune, ce médecin peut prendre contact avec le médecin traitant du jeune afin d'assurer la continuité des soins et traitements.

CHAPITRE III. — *Dossier du jeune*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque jeune, il est tenu un dossier qui comprend les éléments suivants :

1° une fiche d'écrou;

2° la décision de dessaisissement;

3° les décisions judiciaires liées à la mesure ou à la peine privative de liberté ainsi que l'ensemble des pièces et décisions communiquées par les juridictions compétentes;

4° les pièces et décisions relatives aux modalités d'exécution de la mesure ou de la peine privative de liberté;

5° les pièces et décisions relatives aux sanctions disciplinaires prévues au titre VI;

6° les pièces et décisions relatives aux mesures d'isolement prévues à l'article 88;

7° les pièces et décisions relatives aux contestations visées au titre VIII;

8° les rapports et avis établis par les membres de l'équipe psycho-socio-éducative du centre et par le directeur;

9° les documents relatifs au projet individuel du jeune.

§ 2. Le jeune et, s'il est mineur, les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard peuvent consulter les pièces du dossier dans un lieu approprié, accompagnés, s'ils le souhaitent, de leur avocat ou d'un membre de l'équipe psycho-socio-éducative.

Les avocats des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent également consulter les pièces du dossier dans un lieu approprié.

§ 3. Sauf exception prévue par ou en vertu de la loi, le jeune, les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard s'il est mineur et leur avocat peuvent également obtenir copie des pièces du dossier.

Le gouvernement détermine les modalités selon lesquelles les copies des pièces du dossier sont délivrées.

CHAPITRE IV. — *Effets personnels*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le jeune peut disposer des objets personnels qui sont en sa possession lors de son arrivée pour autant qu'ils soient autorisés par le règlement d'ordre intérieur.

Tout objet ne figurant pas dans la liste des objets autorisés peut cependant faire l'objet d'une autorisation du directeur.

Les objets non autorisés sont conservés par le centre sous sa responsabilité, contre remise d'un reçu.

Le jeune peut demander que les objets dont il est privé soient remis à une personne extérieure, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Les ventes entre jeunes sont interdites.

Les échanges, prêts et dons entre jeunes sont interdits, sauf autorisation du directeur.

**Art. 25.** Le jeune peut porter ses chaussures et vêtements personnels.

Toutefois, le règlement d'ordre intérieur peut, pour des activités spécifiques, imposer le port de vêtements spécifiques fournis par le centre.

Le centre met des chaussures et des vêtements adéquats à la disposition des jeunes qui ne disposent pas de chaussures et vêtements personnels ou ne souhaitent pas les porter.

Pour des raisons de sécurité et de vie en communauté, des restrictions au port de certains vêtements peuvent être prévues par le règlement d'ordre intérieur.

Le centre prend toutes les dispositions nécessaires pour que les vêtements du jeune soient propres et utilisables.

**Art. 26.** Le jeune peut se voir remettre et disposer des objets, denrées et vêtements venant de l'extérieur du centre pour autant qu'ils soient autorisés par le règlement d'ordre intérieur.

Le jeune peut, dans les conditions et selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur, se procurer à ses propres frais des biens durables et de consommation par l'entremise d'un service de cantine organisé sans but lucratif par le centre, qui répond autant que possible aux demandes des jeunes.

**Art. 27.** Un compte rubriqué est ouvert au nom du jeune et géré par le centre sous la responsabilité du directeur.

Les personnes qui gèrent ce compte personnel sont tenues à une obligation de discrétion.

Le jeune dispose librement de l'argent qui se trouve sur son compte, sans que le solde du compte puisse être négatif.

Aucun prélèvement d'argent ne peut être opéré sur le compte du jeune sans son accord écrit exprès.

Les transactions financières entre jeunes détenus dans le centre sont interdites, sauf autorisation individuelle du directeur.

Le jeune ne peut avoir d'argent liquide au sein du centre mais peut s'en faire remettre en provenance de son compte à l'occasion des sorties.

Lors de la sortie définitive du jeune, le compte est clôturé et le solde lui est restitué.

**Art. 28.** Le jeune peut décorer l'espace de séjour qui lui est attribué, dans les limites fixées par le règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE V. — *Pratique religieuse et philosophique*

**Art. 29.** Le jeune a le droit de pratiquer sa religion ou sa philosophie, de manière individuelle ou collective, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 30.** Le jeune a droit à l'assistance religieuse, spirituelle ou morale d'un conseiller philosophique ou religieux attaché ou admis au centre à cet effet, de manière individuelle ou collective, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Un local permettant de rencontrer un conseiller philosophique ou religieux de manière confidentielle est mis à la disposition des jeunes.

Le jeune peut s'entretenir seul, dans son espace de séjour, avec un conseiller philosophique ou religieux.

Dans tous les cas, l'assistance ne peut entraîner de prosélytisme auprès du jeune.

#### CHAPITRE VI. — Enseignement et formation

**Art. 31.** Le jeune reçoit un enseignement ou une formation adaptés à ses besoins et aptitudes.

L'enseignement et la formation sont dispensés à l'intérieur du centre, éventuellement au moyen d'un enseignement à distance.

Le cas échéant, l'équipe psycho-socio-éducative se met en rapport avec l'établissement scolaire ou l'organisme de formation fréquenté par le jeune avant son arrivée au centre de manière à assurer la continuité de l'enseignement ou de la formation.

**Art. 32.** Le centre veille à ce que le jeune bénéficie d'un accès aussi large que possible à des activités permettant d'atteindre les objectifs visés aux articles 8 et 9, telles l'enseignement, l'alphabétisation, la formation professionnelle, la formation socioculturelle, la formation aux aptitudes sociales, les activités créatives et culturelles, l'éducation physique.

Pour l'organisation de ces activités, le centre peut faire appel à des personnes et des services extérieurs, en mettant à leur disposition des locaux adaptés.

#### CHAPITRE VII. — Travail

**Art. 33.** Le jeune a le droit de participer au travail disponible dans le centre, à condition que sa mise au travail soit prévue dans son projet individuel, dans le respect de ses objectifs de formation.

**Art. 34.** Le centre veille à ce que des possibilités de travail soient offertes au jeune qui lui permettent de donner un sens à la période de détention, de préserver, de renforcer ou d'acquérir l'aptitude à exercer après sa libération une activité assurant sa subsistance, et, le cas échéant, d'assumer des responsabilités vis-à-vis de ses proches parents et des victimes et de payer intégralement ou partiellement des dettes dans la perspective d'une réparation ou de sa réinsertion.

Le centre veille à l'attribution équitable du travail disponible dans le centre aux jeunes qui en ont fait la demande dans le cadre de la réalisation de leur projet individuel.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. La mise au travail du jeune dans le centre a lieu dans des conditions qui se rapprochent autant que possible de celles qui caractérisent des activités identiques dans la société.

Le travail attribué ne peut porter atteinte à la dignité du jeune ni présenter le caractère d'une sanction disciplinaire.

§ 2. La durée et les horaires de travail sont fixés par le règlement d'ordre intérieur.

La durée du travail ne peut en aucun cas excéder celle qui est fixée par ou en vertu de la loi pour des activités correspondantes dans la société.

§ 3. Le travail mis à disposition dans le centre ne fait pas l'objet d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

**Art. 36.** Moyennant autorisation du directeur, le jeune a le droit d'effectuer dans le centre un autre travail que celui qui est offert par le centre ou par l'intermédiaire de celui-ci.

Le directeur peut refuser l'autorisation en tenant compte des nécessités propres au centre, lorsque le contrôle nécessaire pour garantir l'ordre ou la sécurité représente pour le centre un surcroît de travail déraisonnable.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Le travail presté dans le centre donne droit à une allocation de travail dont le montant est arrêté par le gouvernement.

§ 2. Le jeune pour lequel le temps consacré à des activités de formation est assimilé à du temps de travail reçoit une allocation de formation.

Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles le temps consacré à des activités de formation peut être assimilé à du temps de travail et le montant de l'allocation de formation.

§ 3. Le Gouvernement fixe les règles relatives à l'octroi d'une indemnité aux victimes d'un accident du travail dans le centre.

#### CHAPITRE VIII. — Allocation provisoire

**Art. 38.** Pour la période lors de laquelle il ne reçoit ni d'allocation de travail ni d'allocation de formation pour des raisons indépendantes de sa volonté, le jeune reçoit une allocation provisoire dont le montant hebdomadaire est déterminé par le gouvernement.

#### CHAPITRE IX. — Loisirs

**Art. 39.** Le jeune a le droit de recevoir, par l'intermédiaire du centre, à ses propres frais, des journaux, périodiques et autres publications dont la diffusion n'est pas interdite par ou en vertu de la loi ou par décision judiciaire.

Le jeune a accès à une bibliothèque, mise à sa disposition par le centre, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Le directeur ne peut interdire au jeune de prendre connaissance de certaines publications ou parties de publications que lorsque cette interdiction est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité.

**Art. 40.** Le jeune a le droit de suivre des programmes radiophoniques et télévisés, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Le directeur ne peut interdire au jeune de suivre certains programmes que lorsque cette interdiction est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité.

**Art. 41.** Le jeune a le droit de pratiquer des activités sportives, pendant au moins deux heures par semaine, ainsi que des activités en plein air, d'une durée totale d'au moins deux heures par jour.

Le jeune a le droit de participer à des activités collectives de détente.



**Art. 42.** Le jeune a le droit de pratiquer une activité intellectuelle, culturelle ou artistique, de manière individuelle ou collective.

Le directeur ne peut interdire ou limiter l'exercice par le jeune d'une activité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> que lorsque cette interdiction est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité.

#### CHAPITRE X. — *Santé et hygiène*

**Art. 43.** Le centre fournit au jeune une alimentation équilibrée, en quantité suffisante et adaptée aux exigences de son état de santé.

Le jeune peut disposer d'une nourriture végétarienne.

**Art. 44.** Le centre veille à ce que le jeune puisse soigner son hygiène corporelle.

A cette fin, il donne accès au jeune à des installations sanitaires hygiéniques et respectant son intimité et lui fournit les articles de toilette nécessaires.

**Art. 45.** Le jeune a le droit de recevoir les soins de santé nécessaires à ses besoins spécifiques, équivalents à ceux dispensés dans la société.

Les soins de santé dispensés avant l'arrivée du jeune au centre continuent à l'être de manière équivalente pendant sa détention.

Le centre s'assure de la continuité des soins à la fin de la détention du jeune.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le personnel du centre l'estime nécessaire ou à la demande du jeune, celui-ci est pris en charge par le service médical du centre dans les meilleurs délais et au plus tard dans les quarante-huit heures qui suivent la demande.

Si le centre n'est pas en mesure d'apporter les soins nécessaires, il fait appel à un prestataire de soins extérieur, dans le même délai, aux frais de l'administration compétente.

§ 2. Les jeunes femmes enceintes sont transférées dans un hôpital pour l'accouchement.

Les jeunes femmes enceintes qui demandent une interruption de grossesse sont transférées dans un établissement de soins auquel est attaché un service d'information.

§ 3. Lorsque le jeune est transféré dans un hôpital ou un établissement de soins, celui-ci est considéré comme une extension du centre, sans que cela puisse porter atteinte à la qualité des soins prodigués.

**Art. 47.** Le jeune peut faire appel au prestataire de soins de son choix à ses propres frais et se faire traiter par celui-ci, pour autant, s'il est mineur, que les personnes exerçant l'autorité parentale à son égard donnent leur accord sur la prise en charge des frais.

Dans ce cas, le directeur veille à ce que le prestataire de soins soit contacté au plus vite.

**Art. 48.** L'administration de médicaments ne peut avoir lieu qu'avec le consentement libre et éclairé du jeune.

Le jeune a le droit d'obtenir gratuitement les médicaments dont il a besoin et de suivre les traitements et le régime alimentaire qui lui sont prescrits par un médecin.

**Art. 49.** En cas de modification importante de l'état de santé du jeune ou en cas de transfèrement du jeune vers un hôpital ou un établissement de soins, le centre en informe soit les personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard du jeune, s'il est mineur, soit la personne que le jeune a désignée à cet effet, s'il est majeur.

Lorsque le jeune est en danger de mort ou décède, le directeur en informe immédiatement les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui, si elles en font la demande, sont mises en rapport avec le médecin attaché au centre.

**Art. 50.** Afin de garantir un espace protégé d'écoute et d'expression au jeune qui nécessite des soins psychologiques ou psychiatriques, le centre collabore notamment avec les institutions du secteur de la santé mentale et garantit l'accès gratuit à des consultations psychologiques ou psychiatriques auprès de professionnels externes au centre.

Le directeur assure les conditions nécessaires au respect du secret professionnel entre les professionnels externes et les professionnels du centre.

Les professionnels du centre ne peuvent pas exercer simultanément une activité éducative ou psycho-médico-sociale au bénéfice des mêmes jeunes en dehors du centre.

Sans préjudice des règles déontologiques de chacun, les professionnels externes informent le directeur de tout élément pouvant nuire à la santé ou à la sécurité des jeunes ou du personnel du centre.

**Art. 51.** Les prestataires de soins conservent leur indépendance professionnelle.

Leurs évaluations et décisions concernant la santé du jeune sont fondées uniquement sur des critères médicaux.

La fonction de prestataire de soins est incompatible avec une mission d'expert au sein du centre.

### TITRE IV. — *CONTACTS AVEC L'EXTERIEUR*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Principes généraux*

**Art. 52.** Sauf décision judiciaire contraire, le jeune a le droit d'avoir des contacts avec les personnes de son choix conformément aux dispositions du présent titre.

**Art. 53.** Sauf décision judiciaire contraire, le centre favorise le maintien des contacts du jeune avec sa famille et ses proches.

Le centre facilite les contacts du jeune avec l'ensemble des personnes et institutions permettant de construire son projet individuel.

#### CHAPITRE II. — *Correspondance*

**Art. 54.** Sauf décision judiciaire contraire, le jeune a le droit de correspondre gratuitement avec toute personne de son choix.

Le centre fournit au jeune le matériel nécessaire à la correspondance.

Le jeune envoie et reçoit ses lettres par l'entremise du directeur.

**Art. 55.** Les lettres adressées au jeune peuvent, préalablement à leur remise, être soumises au contrôle du directeur en vue du maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Ce contrôle porte sur la présence d'objets ou de substances qui sont étrangers à la correspondance et n'autorise pas la lecture de la lettre sauf s'il existe des indices individualisés qu'elle est nécessaire dans l'intérêt de l'ordre ou de la sécurité.

Si le contrôle effectué en vertu de l'alinéa 2 le nécessite, la lettre peut être lue en l'absence du jeune.

Lorsque cela est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, le directeur peut, suite au contrôle, ne pas remettre au jeune les lettres ou les objets ou substances qui y sont joints.

**Art. 56.** Les lettres envoyées par le jeune ne sont, préalablement à leur envoi, pas soumises au contrôle du directeur, sauf s'il existe des indices individualisés qu'une vérification est nécessaire dans l'intérêt de l'ordre ou de la sécurité.

Si le contrôle effectué en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> le nécessite, la lettre peut être lue en l'absence du jeune.

Lorsque cela est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, le directeur peut, suite au contrôle, ne pas envoyer la lettre qui lui est présentée pour envoi.

Si le directeur décide de ne pas envoyer la lettre, celle-ci est restituée au jeune, sauf s'il existe des raisons de la tenir à la disposition des autorités judiciaires.

**Art. 57.** Les lettres provenant ou à destination des personnes ou autorités suivantes ne sont pas soumises au contrôle visé aux articles 55 et 56 :

- 1° le Roi;
- 2° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 3° les présidents des assemblées parlementaires du pays;
- 4° les ministres et secrétaires d'Etat des gouvernements fédéral, communautaires et régionaux;
- 5° le comité de direction et la direction générale des établissements pénitentiaires du SPF Justice;
- 6° l'administration compétente;
- 7° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 8° le Comité des droits de l'enfant;
- 9° les personnes ou instances chargées de la surveillance au sens du titre VII ou du contrôle du centre;
- 10° l'organe de recours visé à l'article 139;
- 11° la Cour constitutionnelle;
- 12° les autorités judiciaires;
- 13° le Conseil d'Etat;
- 14° les médiateurs de l'Etat fédéral, des communautés et des régions;
- 15° le service de médiation instauré auprès de la commission fédérale " Droits du patient ";
- 16° l'Ordre des avocats de l'arrondissement dans lequel le centre est situé;
- 17° le Conseil supérieur de la Justice;
- 18° le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;
- 19° le Comité permanent de contrôle des services de police;
- 20° l'Ordre des médecins;
- 21° la Cour européenne des droits de l'homme;
- 22° le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;
- 23° le Comité des droits de l'homme des Nations Unies;
- 24° le Comité contre la torture des Nations Unies.

La liste de personnes et autorités prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être complétée par le Gouvernement.

Afin d'assurer la liberté de correspondre, la qualité et l'adresse professionnelle de ces personnes ou autorités et l'identité du jeune figurent sur l'enveloppe.

### CHAPITRE III. — Visites

**Art. 58.** Sauf décision judiciaire contraire, le jeune a le droit de recevoir la visite des personnes de son choix au moins trois fois par semaine, réparties sur trois jours, dont au moins un jour du week-end et le mercredi après-midi.

La durée d'une visite est d'au moins une heure.

Le jeune a également le droit de recevoir une visite dans l'intimité d'une durée minimale de deux heures, au moins une fois par mois, aux conditions et selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 59.** Le règlement d'ordre intérieur fixe les règles applicables aux visites, tant en ce qui concerne la procédure d'enregistrement qu'en ce qui concerne le comportement des jeunes et des visiteurs.

Le centre veille à ce que la visite se déroule dans des conditions qui préservent ou renforcent les liens affectifs, en particulier lorsqu'il s'agit d'une visite des enfants du jeune.

**Art. 60.** Le directeur peut décider que les visites ont lieu dans un local pourvu d'une paroi de séparation transparente entre les visiteurs et le jeune, dans les cas suivants :

- 1° à la demande du visiteur;
- 2° à la demande du jeune;

3° lorsqu'il existe des raisons sérieuses de craindre qu'aient lieu pendant la visite des incidents qui pourraient mettre en danger l'ordre ou la sécurité;

4° lorsque le visiteur ou le jeune a enfreint antérieurement les règles applicables aux visites et qu'il y a des raisons sérieuses de craindre que cette infraction se reproduise.

La décision basée sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° ou 4°, ne peut être prise par le directeur qu'à titre provisoire, pour une durée maximale de trois mois.

Le directeur peut interdire la visite d'une personne, à titre provisoire, pour une durée maximale de trois mois, lorsqu'il existe des indices individualisés qu'elle pourrait présenter un danger pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité et lorsque les modalités de visite visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne suffisent pas à écarter ce danger.

Sans préjudice de l'alinéa 3, le directeur peut interdire la visite dans l'intimité, à titre provisoire, pour une durée maximale de trois mois :

1° lorsque le visiteur ou le jeune a enfreint antérieurement les règles applicables aux visites et qu'il y a des raisons sérieuses de craindre que cette infraction se reproduise;

2° lorsque le visiteur ou le jeune a introduit des objets ou substances non autorisés par le règlement d'ordre intérieur.

Les décisions prises par le directeur sur base des alinéas 1<sup>er</sup> à 4 sont transmises par écrit aux visiteurs concernés.

**Art. 61.** Le directeur peut limiter le nombre de personnes admises en même temps auprès du jeune pour la visite en vue du maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Lorsque le directeur a des raisons sérieuses de craindre que le visiteur soit en possession d'objets ou substances non autorisés par le règlement d'ordre intérieur et que les mesures de contrôle préalables à l'accès visées à l'article 79, alinéa 2, ne suffisent pas, il peut ordonner une fouille des vêtements du visiteur par des membres du personnel mandatés par lui à cet effet.

Le cas échéant, les objets ou substances visés à l'alinéa 2 peuvent, dans la mesure où leur possession est incompatible avec les règles applicables aux visites, être mis en dépôt durant la visite ou être tenus à la disposition des autorités judiciaires.

**Art. 62.** Une surveillance est exercée pendant la visite en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité.

Cette surveillance consiste uniquement en un contrôle visuel, sauf s'il existe des indices individualisés qu'une autre forme de contrôle est nécessaire dans l'intérêt de l'ordre ou de la sécurité.

**Art. 63.** Le membre du personnel qui surveille la visite peut y mettre fin prématurément lorsque le visiteur ou le jeune enfreint le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 64.** Les visites des personnes suivantes ne peuvent être interdites ni limitées dans leur nombre ou dans leur durée :

1° l'avocat du jeune;

2° les membres des assemblées parlementaires du pays;

3° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;

4° le délégué général aux droits de l'enfant;

5° les personnes ou instances chargées de la surveillance au sens du titre VII ou du contrôle du centre.

**Art. 65.** Les visites et les décisions d'interdiction ou de restriction de celles-ci sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, qui précise pour chaque décision l'identité du jeune, l'objet de la décision, les circonstances ayant amené à prendre la décision et les motifs qui la justifient, la durée de l'interdiction ou de la restriction.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° le ministre;

2° l'administration compétente;

3° le délégué général aux droits de l'enfant;

4° les membres de l'organe de surveillance visé à l'article 121;

5° le jeune;

6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de décisions, leur objet, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.

#### CHAPITRE IV. — *Télécommunications*

**Art. 66.** Sauf décision judiciaire contraire, le jeune a le droit de communiquer gratuitement par téléphone et par visioconférence avec les personnes de son choix, au moins trois fois par semaine, pendant au moins dix minutes, selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 67.** Le directeur ne peut priver totalement ou partiellement le jeune du droit de communiquer par téléphone et par visioconférence que lorsqu'il existe des indices individualisés que la communication peut menacer le maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Cette privation ne peut excéder la durée d'un mois.

**Art. 68.** L'ensemble des communications du jeune par téléphone et visioconférence sont privées et confidentielles et ne peuvent pas être écoutées.

**Art. 69.** Sans préjudice de l'article 68, en vue de permettre un contrôle des communications du jeune par téléphone et visioconférence pour des raisons d'ordre ou de sécurité, les numéros formés par le jeune peuvent être enregistrés, conservés et consultés par l'administration compétente et communiqués aux autorités judiciaires dans les cas prévus par la loi, selon les modalités et dans les délais déterminés par le gouvernement.



Le jeune est informé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, de la possibilité d'enregistrement, de conservation et de consultation des numéros de téléphone par l'administration compétente ainsi que de ses droits relatifs à ce traitement de ses données personnelles.

**Art. 70.** Les communications par téléphone et visioconférence avec les personnes suivantes ne peuvent être interdites ni limitées dans leur nombre ou dans leur durée :

- 1° l'avocat du jeune;
- 2° les membres des assemblées parlementaires du pays;
- 3° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 4° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 5° les personnes ou instances chargées de la surveillance au sens du titre VII ou du contrôle du centre.

Si l'une des personnes reprises dans la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> appelle le centre pour s'entretenir avec le jeune, il est fait droit à la demande. Si le jeune n'est pas immédiatement disponible, le centre veille à ce qu'il puisse rappeler la personne dans les plus brefs délais.

**Art. 71.** Tout moyen de télécommunication entre un jeune et l'extérieur du centre autre que ceux autorisés par le présent décret est interdit.

Toutefois, le Gouvernement peut, afin de répondre aux objectifs visés aux articles 8 et 9, prévoir l'accès à d'autres moyens de télécommunication que ceux autorisés par le présent décret.

#### CHAPITRE V. — Règles particulières aux contacts avec l'avocat

**Art. 72.** La correspondance entre le jeune et l'avocat de son choix n'est pas soumise au contrôle du directeur, visé aux articles 55 et 56.

Afin d'assurer la liberté de correspondre, la qualité et l'adresse professionnelle de l'avocat et l'identité du jeune figurent sur l'enveloppe.

Si le directeur a des raisons sérieuses de penser que la correspondance entre le jeune et l'avocat n'a aucun rapport avec l'assistance juridique, il peut la soumettre au contrôle du bâtonnier de l'Ordre dont dépend l'avocat.

**Art. 73.** Seule une surveillance visuelle peut être exercée durant les visites de l'avocat.

Si le directeur a des raisons sérieuses de penser que la visite de l'avocat peut compromettre gravement la sécurité, il peut lui interdire d'accéder au centre moyennant l'obtention expresse et préalable de l'avis favorable du bâtonnier de l'Ordre dont dépend l'avocat.

Les visites des avocats qui ne sont pas titulaires d'une carte professionnelle européenne ou qui ne sont pas établis dans l'un des Etats membres de l'Union européenne ne sont admises qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le ministre, après avis du procureur du Roi et du bâtonnier de l'Ordre de l'arrondissement judiciaire où le centre est situé.

**Art. 74.** Par dérogation à l'article 70, le directeur peut interdire les communications par téléphone et visioconférence entre le jeune et son avocat, s'il a des raisons sérieuses de penser que ces communications compromettent gravement la sécurité, moyennant l'obtention expresse et préalable de l'avis favorable du bâtonnier de l'Ordre dont dépend l'avocat.

#### CHAPITRE VI. — Règles particulières aux contacts avec les médias

**Art. 75.** Les contacts écrits avec les médias sont soumis aux règles relatives à la correspondance.

Sauf décision judiciaire contraire, le directeur peut, moyennant autorisation préalable du ministre, permettre à un jeune de s'entretenir avec un représentant des médias, pour autant que cela soit compatible avec le maintien de l'ordre et de la sécurité, avec les bonnes mœurs, avec la protection des droits et des libertés de tiers et avec le respect dû aux victimes.

Le ministre peut subordonner la permission visée à l'alinéa 2 à des conditions destinées à préserver les intérêts visés audit alinéa.

### TITRE V. — MESURES DE CONTRÔLE ET DE SECURITE

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 76.** Les obligations et restrictions de droits imposées au jeune en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité sont proportionnées à ces objectifs, tant par leur nature que par leur durée.

**Art. 77.** Le directeur et le personnel placé sous son autorité assument la responsabilité du maintien de l'ordre et de la sécurité.

**Art. 78.** Les mesures de contrôle et de sécurité prévues au présent titre sont effectuées par les membres du personnel mandatés à cet effet par le directeur, conformément aux directives données par celui-ci.

#### CHAPITRE II. — Accès au centre

**Art. 79.** A moins d'y avoir été spécialement autorisées par le directeur, les personnes qui accèdent au centre ne peuvent être en possession d'objets ou substances non autorisés par le règlement d'ordre intérieur.

L'accès au centre est subordonné aux mesures de contrôle suivantes :

- 1° un contrôle d'identité, moyennant présentation d'un document attestant l'identité;
- 2° un passage par un portique de détection;
- 3° un contrôle des objets et substances que la personne a en sa possession.

**Art. 80.** Les personnes qui accèdent au centre pour d'autres raisons que la visite à un jeune sont soumises aux règles suivantes :

1° l'accès au centre de ces personnes est subordonné à l'autorisation préalable du directeur, sauf en ce qui concerne les personnes ou instances suivantes :

- a) les membres des assemblées parlementaires du pays;

- b) les personnes ou instances qui, sans être membres du personnel, participent à l'action du centre;
- c) le délégué général aux droits de l'enfant ;
- d) les personnes ou instances chargées de la surveillance au sens du titre VII ou du contrôle du centre;
- e) les fonctionnaires qui se présentent au centre pour l'exercice de leurs fonctions ou l'accomplissement de leurs missions;

2° à moins d'en avoir été spécialement exemptées par le directeur, ces personnes sont accompagnées par le directeur ou par le membre du personnel qu'il désigne à cet effet;

3° à moins d'y avoir été spécialement autorisées par le directeur, ces personnes ne peuvent ni pénétrer dans les espaces de séjour individuels occupés, ni s'entretenir avec les jeunes et les membres du personnel autres que ceux qui sont chargés de les accompagner dans le centre.

Les personnes qui accèdent au centre pour rendre visite à un jeune ne peuvent accéder qu'aux locaux destinés aux visites.

### CHAPITRE III. — Fouilles

**Art. 81.** La fouille ne peut pas avoir un caractère vexatoire et se déroule dans le respect de la dignité du jeune. Le jeune est informé préalablement de la fouille.

**Art. 82.** A chaque entrée dans le centre, les vêtements et effets personnels du jeune sont fouillés.

**Art. 83.** Si des indices individualisés laissent supposer que le jeune est en possession d'objets ou substances non autorisés par le règlement d'ordre intérieur, le directeur peut ordonner une fouille de l'espace de séjour individuel, des vêtements ou des effets personnels par des membres du personnel mandatés par lui à cet effet.

**Art. 84.** Tout autre type de fouilles que celles visées aux articles 82 et 83 est interdit.

Si des indices individualisés laissent supposer que le jeune détient des objets ou substances non autorisés par le règlement d'ordre intérieur qui n'auraient pas été trouvés par la fouille de ses vêtements, de ses effets personnels ou de son espace de séjour, le directeur peut faire appel aux services de police, en informant l'avocat du jeune.

**Art. 85.** Si la fouille permet de découvrir des objets ou substances non autorisés par le règlement d'ordre intérieur, ceux-ci peuvent être saisis et être conservés par le centre sous sa responsabilité, contre remise d'un reçu, être détruits avec l'accord du jeune, être remis à une personne extérieure de son choix ou être tenus à la disposition des autorités compétentes en vue de prévenir ou d'établir des faits punissables.

### CHAPITRE IV. — Mesures de sécurité particulières

#### Section I<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur peut ordonner des mesures de sécurité particulières à l'égard d'un jeune, s'il existe des indices individualisés que l'ordre ou la sécurité sont menacés et après l'avoir entendu.

La mesure de sécurité particulière est proportionnelle à la menace et de nature à y porter remède.

§ 2. Si la menace n'autorise aucun retard, d'autres membres du personnel du centre peuvent imposer à titre temporaire des mesures de sécurité particulières à condition d'en informer immédiatement le directeur.

Dans ce cas, le directeur prend une décision définitive après avoir entendu le jeune et peut ordonner sur le champ la levée de la mesure prise en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les mesures de sécurité particulières ne peuvent sous aucun prétexte présenter le caractère d'une sanction disciplinaire, même si elles sont motivées par des faits qui peuvent également donner lieu à des sanctions disciplinaires visées au titre VI.

**Art. 87.** Sont autorisées comme mesures de sécurité particulières prises séparément ou cumulées, pour autant qu'elles soient appliquées exclusivement à cette fin et pour la durée strictement nécessaire :

- 1° le retrait ou la privation d'objets;
- 2° l'exclusion de certaines activités collectives ou individuelles;
- 3° l'isolement conformément aux articles 88 à 96.

Ces mesures de sécurité particulières ne peuvent être maintenues plus de septante-deux heures.

#### Section II. — Mesure d'isolement

**Art. 88.** Une mesure d'isolement dans l'espace de séjour du jeune ne peut être prise par le directeur que lorsque le jeune compromet sa sécurité physique ou celle d'autrui.

La mesure d'isolement ne s'effectue dans un local spécifique que lorsque l'isolement dans l'espace de séjour du jeune ne permet pas d'assurer sa sécurité physique ou celle d'autrui.

L'enfermement du jeune dans son espace de séjour ne constitue une mesure d'isolement que lorsqu'il dure plus d'une heure.

Une jeune femme enceinte ou hébergée avec son enfant ne peut faire l'objet d'une mesure d'isolement.

**Art. 89.** Le directeur informe immédiatement l'avocat du jeune de la mesure d'isolement.

**Art. 90.** La mesure d'isolement est levée dès que la situation qui la motive cesse et au plus tard dans les septante-deux heures qui suivent le début de la mesure.

Le directeur informe l'avocat du jeune, par écrit, de la fin de la mesure d'isolement.

**Art. 91.** Le jeune faisant l'objet d'une mesure d'isolement reçoit la visite quotidienne du directeur et d'un membre de l'équipe psycho-socio-éducative.

Le personnel assure une surveillance renforcée en vue de garantir la sécurité du jeune.

**Art. 92.** Lorsque le jeune fait l'objet d'une mesure d'isolement, il reçoit la visite d'un médecin dans les meilleurs délais et au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent le début de la mesure.

**Art. 93.** La mesure d'isolement ne prive pas le jeune du droit d'avoir des contacts avec l'extérieur tels que visés au titre IV, sauf si ces contacts sont suspendus ou font l'objet d'une restriction, justifiée par les besoins du maintien de l'ordre ou de la sécurité.

**Art. 94.** La mesure d'isolement ne prive pas le jeune du droit d'avoir des entretiens avec les membres du personnel, avec un membre d'un service en charge de l'aide aux détenus et avec un conseiller philosophique ou religieux.

La mesure d'isolement ne prive pas le jeune du droit de poursuivre ses activités individuelles encadrées.

Le jeune bénéficie de la possibilité de passer au moins une heure par jour en plein air.

**Art. 95.** Pendant la mesure d'isolement dans un local spécifique, le jeune ne peut pas être en possession d'objets susceptibles de mettre en péril sa propre sécurité et celle d'autrui.

Il reçoit une tenue vestimentaire, décente et non stigmatisante.

#### Section III. — Registre

**Art. 96.** Les mesures de sécurité particulières sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure l'identité du jeune, la nature de la mesure, les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° le ministre;
- 2° l'administration compétente;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de l'organe de surveillance visé à l'article 121;
- 5° le jeune;
- 6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux mesures de sécurité particulières prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de mesures, leur nature, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.

#### CHAPITRE V. — Mesures de coercition directe

**Art. 97.** Par coercition directe, on entend l'usage de la contrainte physique sur une personne avec ou sans utilisation d'accessoires matériels ou mécaniques ou d'instruments de contrainte limitant la liberté de mouvement.

Une coercition directe ne peut être exercée à l'égard du jeune que lorsqu'elle est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité et seulement pour la durée strictement nécessaire à cet effet.

Dans l'attente de l'intervention des services de police, une coercition directe peut être exercée aux mêmes conditions à l'égard d'autres personnes que les jeunes, lorsque celles-ci tentent de faire évader un jeune, de pénétrer illégalement dans le centre ou de s'y attarder sans y être autorisées.

**Art. 98.** Avant de recourir à la coercition directe, il convient d'en brandir la menace, sauf lorsque les circonstances ne le permettent pas ou lorsque toute menace préalable rendrait le recours à la coercition directe inopérant.

Lorsque plusieurs possibilités de coercition directe peuvent convenir, le choix se porte sur celle qui est le moins préjudiciable.

**Art. 99.** Les mesures de coercition directe sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure l'identité du jeune, la nature de la mesure, les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° le ministre;
- 2° l'administration compétente;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de l'organe de surveillance visé à l'article 121;
- 5° le jeune;
- 6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux mesures de coercition directe prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de mesures, leur nature, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.

#### TITRE VI. — RÉGIME DISCIPLINAIRE

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 100.** Le régime disciplinaire vise à garantir l'ordre et la sécurité dans le respect de la dignité, du respect de soi ainsi que de la responsabilité individuelle et sociale des jeunes.

Le recours à la procédure disciplinaire est limité aux situations dans lesquelles le maintien de l'ordre ou de la sécurité du centre le justifient de manière impérieuse et qu'aucun autre moyen ne peut être employé pour l'assurer.

Les sanctions disciplinaires sont proportionnées aux objectifs de maintien de l'ordre et de la sécurité, tant par leur nature que par leur durée.

Le centre accompagne toute sanction disciplinaire prononcée à l'égard du jeune d'un travail individualisé de réflexion au sujet des faits qui ont amené à la sanction disciplinaire, pendant lequel une approche restauratrice est privilégiée.

**Art. 101.** Un jeune ne peut pas être sanctionné disciplinairement pour d'autres infractions ni par d'autres sanctions que celles définies par le présent titre.

**Art. 102.** Le concours d'une infraction disciplinairement avec une infraction pénale ne fait pas obstacle à la procédure disciplinairement et à la possibilité de sanctionner disciplinairement le jeune.

**Art. 103.** Un jeune ne peut être sanctionné disciplinairement qu'une seule fois pour la même infraction disciplinairement.

**Art. 104.** Lorsqu'un même fait constitue plusieurs infractions disciplinairement ou lorsque différentes infractions disciplinairement soumises simultanément au directeur constituent la manifestation successive et continue de la même intention, les différentes infractions sont sanctionnées comme une seule infraction, à savoir celle qui est considérée comme la plus grave.

#### CHAPITRE II. — *Infractions disciplinairement*

**Art. 105.** Constituent des infractions disciplinairement :

- 1° l'atteinte intentionnelle à l'intégrité physique ou psychique d'autrui ou la menace d'une telle atteinte;
- 2° la dégradation ou la destruction intentionnelle de biens d'autrui;
- 3° le vol;
- 4° la conduite ou l'incitation à des actions collectives mettant sérieusement en péril la sécurité ou l'ordre dans le centre;
- 5° la possession ou le trafic d'objets ou de substances interdits ou non autorisés par ou en vertu de la loi ou du présent décret;
- 6° l'évasion;
- 7° les contacts interdits par décision judiciaire ou décision du directeur;
- 8° les injures répétées à l'égard d'autrui;
- 9° le non-respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur;
- 10° le refus de respecter les injonctions du personnel du centre;
- 11° la présence non autorisée dans un lieu dont l'accès est interdit ou limité par le règlement d'ordre intérieur ou par le directeur;
- 12° le non-respect répété de la propreté des espaces de séjour individuels et des espaces communs;
- 13° le fait d'occasionner des nuisances sonores qui perturbent le bon déroulement de la vie en communauté.

#### CHAPITRE III. — *Sanctions disciplinairement*

**Art. 106.** Les sanctions disciplinairement suivantes peuvent être infligées :

- 1° la réprimande;
- 2° la prestation d'intérêt collectif;
- 3° la réparation du dommage matériel causé;
- 4° la restriction ou la privation du droit de se procurer certains biens à la cantine, à l'exception des articles de toilette;
- 5° la privation du droit de posséder certains objets;
- 6° la restriction ou la privation des contacts téléphoniques et des contacts par visioconférence;
- 7° la restriction ou la privation d'activités de loisirs visées aux articles 39 à 42;
- 8° la restriction des visites;
- 9° l'isolement dans l'espace de séjour du jeune;
- 10° l'isolement dans un local spécifique.

**Art. 107.** § 1<sup>er</sup>. La sanction visée à l'article 106, 8°, ne peut être infligée que lorsque l'infraction a été commise dans le cadre de l'exercice du droit aux visites.

La sanction visée à l'article 106, 10°, ne peut être infligée que lorsque l'infraction consiste en une atteinte intentionnelle à l'intégrité physique d'autrui.

§ 2. Les sanctions visées à l'article 106, 2° à 7°, peuvent être infligées pour une durée maximale de quinze jours.

La sanction visée à l'article 106, 8°, peut être infligée pour une durée maximale de trente jours.

Les sanctions visées à l'article 106, 9° et 10°, peuvent être infligées pour une durée maximale de septante-deux heures et ne peuvent être infligées à une jeune femme enceinte ou hébergée avec son enfant.

§ 3. La sanction visée à l'article 106, 8°, consiste, lorsqu'elle concerne les visites des parents et alliés jusqu'au troisième degré, du tuteur, du conjoint, du cohabitant légal ou de fait, à les organiser dans un local équipé d'une paroi de séparation vitrée entre le jeune et les visiteurs.

§ 4. L'exécution des sanctions visées à l'article 106, 9° et 10°, répond aux conditions visées aux articles 91 à 95.

**Art. 108.** Pour déterminer la nature et la durée de la sanction disciplinairement, le directeur tient compte de la nature et de la gravité de l'infraction ainsi que des circonstances dans lesquelles elle s'est produite.

La répétition d'infractions disciplinairement peut être considérée comme une circonstance aggravante.

**Art. 109.** Les sanctions disciplinairement peuvent être cumulées, sans que leur exécution, successive ou concomitante, ne dépasse toutefois une durée de trente jours.

**Art. 110.** Les sanctions disciplinairement peuvent être infligées avec un sursis total ou partiel pour un délai d'épreuve de trente jours maximum, à la condition générale que le jeune ne commette aucune nouvelle infraction disciplinairement.

Le délai d'épreuve peut également être assorti de conditions particulières pour autant que le jeune se déclare préalablement d'accord de les observer et qu'elles ne présentent pas le caractère d'une sanction.

Si le jeune respecte les conditions liées au sursis, la sanction disciplinaire prononcée ne peut plus être mise à exécution.

En cas de non-respect des conditions liées au sursis, le directeur peut décider la mise à exécution totale ou partielle de la sanction disciplinaire prononcée.

**Art. 111.** Le directeur peut convertir une sanction disciplinaire en cours d'exécution en une sanction disciplinaire avec sursis ou mettre prématurément un terme à la sanction disciplinaire en cours d'exécution lorsqu'il estime que l'objectif de la sanction est atteint.

**Art. 112.** Les sanctions disciplinaires ne peuvent être infligées que par le directeur.

Lorsque l'infraction disciplinaire a été commise à l'égard du directeur, celui-ci s'abstient de toute intervention.

Dans ce cas, la compétence disciplinaire est exercée par son supérieur hiérarchique direct ou la personne que celui-ci délègue à cet effet.

#### CHAPITRE VI. — *Procédure disciplinaire*

**Art. 113.** Lorsqu'un membre du personnel constate ce qu'il suppose être une infraction disciplinaire ou si une telle infraction est portée à sa connaissance, il transmet dans les vingt-quatre heures un rapport au directeur.

Ce rapport est signé et mentionne l'identité de son auteur, l'identité du jeune, les faits qui sont considérés comme une infraction disciplinaire, le lieu, le moment et les circonstances concrètes dans lesquelles ils se sont produits.

La rédaction du rapport n'entraîne aucune modification des conditions de vie du jeune dans le centre.

Le Gouvernement établit un modèle de rapport disciplinaire.

**Art. 114.** Dès réception du rapport, le directeur recueille toutes les informations qu'il juge utiles pour le traitement de l'affaire.

Si le directeur estime que les faits s'y prêtent, il tente une médiation entre les personnes concernées, préalablement à toute procédure disciplinaire.

En l'absence de médiation ou en cas d'échec de la médiation et si le directeur estime que les faits justifient des suites disciplinaires, il informe le jeune, par la remise d'un document expliquant les faits qui lui sont reprochés, qu'une procédure disciplinaire est entamée contre lui, qu'il peut consulter son dossier disciplinaire et qu'il sera entendu, aux jour et heure fixés par le directeur.

**Art. 115.** Le directeur entend le jeune en ses moyens de défense dans les cinq jours qui suivent la remise du document visé à l'article 114, alinéa 3.

Le jeune peut également communiquer par écrit ses moyens de défense au directeur.

Le directeur peut entendre l'auteur du rapport disciplinaire et un ou plusieurs témoins en présence du jeune.

**Art. 116.** Le directeur communique au jeune, oralement et par écrit, sa décision ainsi que les motifs sur lesquels elle repose, en particulier les raisons qui ont déterminé la nature et la durée de la sanction, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'audition du jeune.

Lors de la communication, tant orale qu'écrite, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le jeune est informé des modalités de contestation de la décision.

En l'absence de mention dans la décision des modalités de contestation, le délai d'introduction d'une réclamation visé à l'article 129, § 2, est suspendu jusqu'à ce qu'il y soit remédié.

**Art. 117.** Le jeune a le droit de se faire assister par un avocat pendant toute la procédure disciplinaire.

**Art. 118.** § 1<sup>er</sup>. Pendant la procédure disciplinaire, le directeur peut prendre, à titre provisoire, une mesure de sécurité particulière visée à l'article 87, alinéa 1<sup>er</sup>, conformément aux articles 86 et 87.

§ 2. Les mesures provisoires visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peuvent être prises en vue d'exercer une sanction immédiate.

§ 3. Lorsque la sanction disciplinaire est de même nature que la mesure de sécurité prise à titre provisoire pendant la procédure disciplinaire, la durée de la mesure provisoire est déduite de celle de la sanction disciplinaire.

**Art. 119.** Les sanctions disciplinaires sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque sanction l'identité du jeune, la nature de la sanction, les circonstances ayant amené à prendre la sanction et les motifs qui la justifient, la date et l'heure du début et de la fin de la sanction.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

- 1° le ministre;
- 2° l'administration compétente;
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de l'organe de surveillance visé à l'article 121;
- 5° le jeune;
- 6° l'avocat du jeune.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux sanctions disciplinaires infligées au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de sanctions, leur nature, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés.



**TITRE VII. — INSPECTION ET SURVEILLANCE****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Inspection**

**Art. 120.** L'administration compétente vérifie la mise en œuvre et le respect de l'ensemble des dispositions prévues par le présent décret ou en vertu de celui-ci, notamment par le biais d'une présence régulière sur le terrain.

**CHAPITRE II. — Surveillance**

**Art. 121.** Sans préjudice des missions de contrôle confiées à d'autres autorités, la surveillance des centres est exercée par une commission instituée auprès du délégué général aux droits de l'enfant, dénommée « commission de surveillance ».

**Art. 122.** Les missions de la commission de surveillance sont les suivantes :

1° exercer un contrôle indépendant sur les conditions de détention des jeunes et sur le respect de leurs droits dans les centres;

2° émettre, soit d'initiative, soit à la demande du gouvernement ou du parlement, des avis et recommandations relatifs aux conditions de détention des jeunes et au respect de leurs droits dans les centres;

3° organiser la conciliation entre le jeune et le directeur, visée à l'article 128 ou à l'article 131 et, le cas échéant, orienter le jeune vers la procédure de réclamation visée aux articles 129 à 138;

4° rédiger un rapport annuel de ses activités, qu'il adresse au parlement et au gouvernement.

Les avis et recommandations ainsi que le rapport annuel sont publiés sur le site internet de l'administration.

**Art. 123.** Chaque centre fait l'objet d'une visite, non annoncée, par un membre de la commission de surveillance au moins une fois par mois, en particulier dans le but d'accomplir la mission visée à l'article 122, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

**Art. 124.** § 1<sup>er</sup>. Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement des missions de la commission de surveillance, ses membres ont librement accès aux centres et ont le droit de consulter sur place tous les documents s'y rapportant ainsi que toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant les jeunes.

§ 2. Les membres de la commission de surveillance ont le droit d'entretenir une correspondance avec les jeunes sans contrôle et d'entrer en contact avec eux sans surveillance.

§ 3. Les membres de la commission de surveillance sont soumis au secret professionnel pour les informations individuelles dont ils ont connaissance en raison de leurs fonctions.

**Art. 125.** La commission de surveillance est présidée par le délégué général aux droits de l'enfant.

Les membres de la commission de surveillance sont désignés par le parlement à la majorité des deux tiers, sur présentation du gouvernement pour la moitié, pour un terme de six ans, renouvelable une fois.

Ils sont choisis sur la base de leur connaissance ou de leur expérience de la problématique de la privation de liberté ou de la protection de la jeunesse et des garanties d'indépendance qu'ils offrent.

La commission de surveillance compte parmi ses membres au moins un magistrat, un avocat, un médecin, un psychologue et un criminologue.

La commission de surveillance ne peut compter plus de deux tiers de membres du même sexe.

**Art. 126.** Le Gouvernement détermine les autres règles relatives à la composition et au fonctionnement de la commission de surveillance, en ce compris les incompatibilités destinées à garantir l'indépendance de ses membres, la procédure de nomination, les modalités de rétribution et les causes de révocation de ces derniers.

**TITRE VIII. — CONTESTATION DES DECISIONS PRISES A L'EGARD DU JEUNE PAR LE DIRECTEUR****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Décisions du directeur**

**Art. 127.** Le jeune peut s'adresser au directeur à propos de toute décision qui le concerne personnellement.

Le directeur remet sa décision au jeune dans les quarante-huit heures de la réception de sa demande écrite.

Lorsque le jeune se plaint de l'attitude d'un membre du personnel, le directeur entend les parties concernées et leur communique sa décision.

**CHAPITRE II. — Conciliation**

**Art. 128.** Le jeune qui souhaite contester une décision prise à son égard par le directeur peut à tout moment demander à la commission de surveillance d'organiser une conciliation.

Toutefois, si le jeune introduit également une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué conformément à l'article 129, il demande la conciliation au plus tard le jour de l'introduction de la réclamation. Dans ce cas, la réclamation mentionne la demande de conciliation.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, le processus de conciliation ne peut durer plus de trente jours et la commission de surveillance informe le fonctionnaire dirigeant ou son délégué de l'issue du processus de conciliation dès la fin de celui-ci.

**CHAPITRE III. — Réclamation interne**

**Art. 129.** § 1<sup>er</sup>. Le jeune peut introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué contre toute décision prise à son égard par le directeur qu'il estime illégale, déraisonnable ou inéquitable.

L'omission ou le refus de prise de décision dans le délai visé à l'article 127 sont assimilés aux décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. La réclamation est introduite par écrit dans les sept jours qui suivent le jour où le jeune a eu connaissance de la décision.

La réclamation introduite après ce délai est néanmoins recevable s'il apparaît, compte tenu de toutes les circonstances, que le jeune l'a introduite aussi rapidement que ce qui pouvait raisonnablement être exigé de lui.

§ 3. La réclamation mentionne de manière aussi précise que possible la décision sur laquelle elle porte ainsi que les motifs de la réclamation.

Le jeune peut bénéficier pour la rédaction de la réclamation de l'assistance de son avocat ou d'un service extérieur.

**Art. 130.** Dès réception de la réclamation, une copie de celle-ci est transmise au directeur.

Au plus tard dans les quarante-huit heures de la réception de la réclamation, le directeur communique par écrit au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué les informations et observations qu'il estime utiles pour l'appréciation du bien-fondé de la réclamation.

Ces informations et observations sont immédiatement communiquées par écrit au jeune et, le cas échéant, à son avocat.

**Art. 131.** Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, saisi d'une réclamation, peut proposer au jeune et au directeur de transmettre la réclamation à la commission de surveillance afin qu'elle organise une conciliation.

**Art. 132.** Sauf s'il estime, sans qu'un examen plus approfondi soit requis, que la réclamation est manifestement non recevable, manifestement non fondée ou manifestement fondée, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué offre au jeune et au directeur la possibilité de formuler des observations orales à propos de la réclamation.

Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut entendre le jeune et le directeur en l'absence l'un de l'autre.

Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut, soit d'office, soit à la demande du jeune ou du directeur, recueillir des informations orales ou écrites auprès de tiers.

**Art. 133.** Le jeune et le directeur ont le droit de consulter les pièces de la procédure, conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 134.** Le jeune a le droit de se faire assister par un avocat ou une personne de confiance qu'il choisit lui-même, à l'exception d'un autre jeune hébergé en centre communautaire.

**Art. 135.** Dans l'attente de sa décision, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut, à la demande du jeune et après avoir entendu le directeur, suspendre en tout ou en partie l'exécution de la décision sur laquelle porte la réclamation.

Il prend en compte le risque de préjudice dans le chef du jeune et les exigences de sécurité.

Il en informe immédiatement le jeune et le directeur.

**Art. 136.** Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué statue sur la réclamation dans les meilleurs délais et au plus tard dans les dix jours ouvrables qui suivent l'introduction de la réclamation.

La conciliation demandée par le jeune en vertu de l'article 128 ou par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué en vertu de l'article 131 suspend le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision mentionne les modalités d'introduction du recours externe.

Une copie de la décision est adressée sans délai et gratuitement au directeur, au jeune et, le cas échéant, à son avocat.

**Art. 137.** La réclamation est déclarée fondée lorsque le fonctionnaire dirigeant ou son délégué estime que la décision sur laquelle elle porte est illégale, déraisonnable ou inéquitable.

Dans ce cas, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué annule, complètement ou partiellement, ladite décision et prend, le cas échéant, une nouvelle décision qui se substitue à la décision annulée.

En cas d'annulation de la décision, les conséquences de la décision annulée sont autant que possible supprimées ou rendues conformes à la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué.

Dans la mesure où il ne peut être remédié aux conséquences de la décision annulée, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué détermine, après avoir entendu le jeune et le directeur, s'il y a lieu d'accorder au jeune une quelconque compensation, à l'exclusion de toute indemnisation financière.

**Art. 138.** Le Gouvernement détermine les autres règles relatives à la procédure de réclamation.

#### CHAPITRE IV. — *Recours externe*

**Art. 139.** Le jeune peut introduire un recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué auprès d'un organe de recours indépendant, que le gouvernement institue et qui statue en dernier ressort.

Le recours est introduit par écrit dans les sept jours qui suivent le jour de la réception de la copie de la décision visée à l'article 136, alinéa 4, et mentionne de manière aussi précise que possible ses motifs.

**Art. 140.** Les articles 130, 132, 133, 134, 135 et 137 s'appliquent par analogie au recours contre la décision du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué.

**Art. 141.** L'organe de recours statue dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les dix jours ouvrables qui suivent l'introduction du recours.

Une copie de la décision est adressée sans délai et gratuitement au directeur, au jeune et, le cas échéant, à son avocat.

**Art. 142.** Le jeune peut introduire directement auprès de l'organe de recours visé au présent chapitre un recours contre la décision de transfèrement prise à son égard par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué en vertu de l'article 3.

Le recours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduit conformément à la procédure prévue par le présent chapitre et est d'office suspensif.

**Art. 143.** Les membres de l'organe de recours sont désignés par le parlement à la majorité des deux tiers, sur présentation du Gouvernement pour la moitié, pour un terme de six ans, renouvelable une fois.

Ils sont choisis sur la base de leur connaissance ou de leur expérience de la problématique de la privation de liberté ou de la protection de la jeunesse et des garanties d'indépendance qu'ils offrent.

L'organe de recours est présidé par un membre effectif de la magistrature assise, disposant d'une expérience en matière de protection de la jeunesse.

**Art. 144.** Le Gouvernement détermine les autres règles relatives à la composition et au fonctionnement de l'organe de recours, en ce compris les incompatibilités destinées à garantir l'indépendance de ses membres, la procédure de nomination, les modalités de rétribution et les causes de révocation de ces derniers, ainsi que les autres règles relatives à la procédure de recours.

#### **TITRE IX. — COMITE D'AVIS POUR LA PRISE EN CHARGE EN CENTRE COMMUNAUTAIRE DES JEUNES AYANT FAIT L'OBJET D'UN DESSAISISSEMENT**

**Art. 145.** Il est institué un organe consultatif dénommé « comité d'avis pour la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement ».

Le comité rend des avis, d'initiative ou à la demande du ministre, au sujet du cadre d'intervention visé à l'article 16 et de sa mise en œuvre ainsi qu'au sujet de toute modification de celui-ci.

Tout avant-projet de décret et tout projet d'arrêté réglementaire relatifs à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement sont soumis à l'avis du comité.

**Art. 146. § 1<sup>er</sup>.** Le comité d'avis est composé des membres suivants :

- 1° un représentant du délégué général aux droits de l'enfant;
- 2° un représentant de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse;
- 3° un représentant des services agréés par la Communauté française qui fournissent une aide sociale et juridique aux jeunes;
- 4° un représentant des services d'aide aux détenus agréés par la Communauté française;
- 5° un avocat spécialisé en matière de protection de la jeunesse;
- 6° deux représentants de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse, l'un du siège et l'autre du ministère public;
- 7° un membre du parquet général;
- 8° deux personnes issues du secteur de la recherche scientifique, disposant d'une expertise en matière de protection de la jeunesse et de privation de liberté des jeunes;
- 9° un représentant de l'administration compétente;
- 10° un directeur de centre ou son représentant;
- 11° un représentant du ministre.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, 10° et 11° assistent aux réunions du comité d'avis avec voix consultative.

§ 2. Les membres du comité d'avis ayant voix délibérative sont nommés par le gouvernement pour une durée de six ans.

Le Gouvernement désigne parmi les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> un président et un vice-président.

Le gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant, selon la même procédure que pour les membres effectifs.

§ 3. Le gouvernement détermine les règles relatives au fonctionnement du comité d'avis et à la nomination de ses membres, en ce compris les délais dans lesquels sont rendus les avis et les conséquences du non-respect de ces délais.

#### **TITRE X. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET ABROGATOIRES**

**Art. 147.** A l'article 4/1 du décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, les mots « et en vertu de l'article 121 du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement » sont ajoutés après les mots « en vertu de l'article 73 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ».

**Art. 148.** A l'article 126, alinéa 2, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les mots « et de la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement » sont ajoutés après les mots « et à l'exception de l'adoption ».

**Art. 149.** La loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus est abrogée.

L'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires est abrogé.

**Art. 150.** L'article 4 du décret du 18 décembre 2014 portant dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur et de protection de la jeunesse est abrogé.

Les mesures de contrôle prévues à l'article 79, alinéa 2, s'appliquent également à l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Saint-Hubert, tant que son accès est commun à celui du centre de Saint-Hubert.

#### **TITRE XI. — DISPOSITION TRANSITOIRE**

**Art. 151.** Les procédures disciplinaires pendantes au moment de l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises aux dispositions de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus.

#### **TITRE XII. — EVALUATION**

**Art. 152.** Le gouvernement fait procéder, tous les trois ans, à une évaluation externe de l'exécution du présent décret.

Pour réaliser cette évaluation, un appel d'offres est rendu public.

L'évaluation est produite sous la forme d'un rapport remis au gouvernement.

Dans les trois mois qui suivent la réception du rapport, le gouvernement le transmet pour information au parlement.

## TITRE XIII. — DISPOSITION FINALE

**Art. 153.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11, § 3, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de  
Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—————  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 762-1. – Amendements en commission, n° 762-2 - Rapport de  
commission, n° 762-3. – Texte adopté en commission, n° 762-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 762-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2019.

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40891]

**14 MAART 2019. — Decreet betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum),  
van uithandengegeven jongeren**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

## TITEL I. — Algemeen

## HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° centrum: elk gemeenschapscentrum waar vrijheidsbenemende maatregelen of straffen worden uitgevoerd die zijn opgelegd aan jongeren ten aanzien van wie een beslissing tot uithandengeving is genomen;

2° vrijheidsstraf: opsluiting, detentie, gevangenschap, militaire gevangenschap, subsidiaire gevangenschap;

3° vrijheidsbenemende maatregel: elke andere vorm van vrijheidsbeneming dan bedoeld in lid 2, met uitsluiting van intemerings;

4° jongere: de persoon ten aanzien van wie de tenuitvoerlegging van een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende straf geheel of gedeeltelijk in een centrum wordt uitgevoerd;

5° bevoegde administratie: de administratie van de Franse Gemeenschap die in haar bevoegdheden het beheer van de centra heeft;

6° leidend ambtenaar: een ambtenaar die belast is met de bevoegde administratie;

7° minister: de minister die verantwoordelijk is voor het beheer van de centra;

8° directeur: de persoon die het ambt van directeur van het centrum uitoefent of de persoon die bevoegd is om in zijn naam te handelen;

9° psychosocio-educatief team: het team dat bestaat uit minstens één psycholoog, een opvoeder, een maatschappelijk werker en een opleider of leraar;

10° orde: de staat van naleving van de gedragsregels die nodig zijn om in het centrum een menselijk sociaal klimaat tot stand te brengen of te handhaven;

11° veiligheid: interne veiligheid, opgevat als de staat van behoud van de fysieke integriteit van personen binnen het centrum en het ontbreken van gevaar voor onrechtmatige beschadiging, vernietiging of verwijdering van roerende of onroerende goederen, en externe veiligheid, opgevat als de staat van bescherming van de samenleving door het behoud van de jongere in het centrum en het voorkomen van strafbare feiten die vanuit het centrum kunnen worden gepleegd;

12° werkdag: een dag die noch een zaterdag, noch een zondag, noch een feestdag is.

## HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

**Art. 2.** Dit decreet heeft betrekking op het beheer van centra waar vrijheidsstraffen en vrijheidsbenemende maatregelen worden uitgevoerd, opgelegd aan jongeren die het voorwerp zijn geweest van een beslissing tot uithandengeving.

**Art. 3.** Wanneer de komst van een jongere onder de leeftijd van achttien jaar wordt aangekondigd wanneer de maximale capaciteit van de centra is bereikt, wordt een jongere van achttien jaar of ouder die in een centrum wordt vastgehouden, bij beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde, op basis van het advies van de directeur en het psychosociaal-educatief team, overgebracht naar een gevangenis of een gevangenisinstelling voor volwassenen.

De in het eerste lid bedoelde beslissing wordt hoofdzakelijk gebaseerd op de mate waarin de verschillende jongeren van 18 jaar en ouder in de centra investeren en meewerken aan de ontwikkeling en uitvoering van hun individuele projecten en op de voortgang van dat project.

## TITEL II. — *KERNBEGINSELEN*

### HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen*

**Art. 4.** De uitvoering van de maatregel of straf die vrijheidsbeneming in het centrum inhoudt, wordt uitgevoerd onder voorwaarden die de rechten van jongeren eerbiedigen zoals die worden erkend in internationale verdragen, met name het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

**Art. 5.** Tijdens de uitvoering van de maatregel of straf die vrijheidsbeneming in het centrum met zich meebrengt, moeten de vermijdbare schadelijke gevolgen van detentie worden voorkomen, terwijl het behoud van de orde en veiligheid wordt gewaarborgd.

**Art. 6.** De uitvoering van de vrijheidsbenemende maatregel of straf in het centrum vindt plaats onder psychosociale, fysieke en materiële omstandigheden die de menselijke waardigheid eerbiedigen, het mogelijk maken het respect van de jongere voor zichzelf en anderen in stand te houden of te vergroten en zijn gevoel van persoonlijke en sociale verantwoordelijkheid vereisen.

**Art. 7.** De minderjarige is niet onderworpen aan enige beperking van zijn politieke, burgerlijke, sociale, economische of culturele rechten, met uitzondering van beperkingen die voortvloeien uit zijn strafrechtelijke veroordeling of vrijheidsbeneming, die onlosmakelijk verbonden zijn met de vrijheidsbeneming en die bij of krachtens de wet, decreet of verordening worden bepaald.

**Art. 8.** Aangezien de in staat van beschuldiging gestelde jongere wordt verondersteld onschuldig te zijn totdat hij bij een definitieve beslissing is veroordeeld, wordt hij op zodanige wijze behandeld dat de vrijheidsbenemende maatregel geen straf inhoudt.

De opvang voor de beschuldigde jongere is gericht op een individuele voorbereiding op de gevolgen van de procedure en zijn maatschappelijke re-integratie in de samenleving.

**Art. 9.** Het strafrechtelijk karakter van de vrijheidsstraf komt uitsluitend tot uiting in het totale of gedeeltelijke verlies van het vrije verkeer van jongeren en de daarmee onlosmakelijk verbonden beperkingen van de vrijheid.

De opvang van de jeugdige delinquent richt zich op zijn re-integratie, geïndividualiseerde voorbereiding op re-integratie in de samenleving, inclusief het vermijden van herhaling, en het herstellen van de schade die aan de slachtoffers is toegebracht.

**Art. 10.** De tenuitvoerlegging van de maatregel of straf die vrijheidsbeneming inhoudt, vindt plaats in het centrum als onderdeel van een gemeenschapslevensregime.

Deze regeling houdt in dat de jongere in beginsel in gemeenschappelijke ruimten moet worden vastgehouden, behalve wanneer hij afgezonderd is, als veiligheidsmaatregel of als disciplinaire maatregel.

De jongere verblijft in de hem toegewezen leefruimte gedurende de in het huishoudelijk reglement vastgestelde periode van nachtrust en gedurende andere in het huishoudelijk reglement vastgestelde perioden of activiteiten.

**Art. 11.** § 1. De jongere blijft alleen in de aan hem toegewezen leefruimte.

§ 2° De Regering stelt de voorwaarden vast waaronder afzonderlijke woonruimten, gemeenschappelijke ruimten en isoleerkamers op het gebied van gezondheid, veiligheid en hygiëne worden onderhouden en stelt daartoe regels vast die ten minste betrekking hebben op de afmetingen, verlichting, ventilatie, sanitaire voorzieningen en onderhoud.

§ 3° De Regering bepaalt ten minste één afdeling die specifiek is ingericht voor de opvang van jonge vrouwen, waarin zij met hun kind jonger dan drie jaar kunnen worden ondergebracht.

Een afdeling omvat ten minste individuele woonruimtes en aparte sanitaire voorzieningen.

De Regering stelt de specifieke voorwaarden vast voor de inrichting en organisatie van de in lid 1 bedoelde afdeling, zodat jonge zwangere vrouwen kunnen worden begeleid en jonge vrouwen met hun kinderen jonger dan drie jaar kunnen worden gehuisvest.

**Art. 12.** § 1. Het centrum organiseert regelmatig overleg om jongeren in staat te stellen hun mening te uiten over kwesties van collectief belang.

De overlegprocedure wordt vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

§ 2. Het centrum moet de individuele uitdrukking van de minderjarige toestaan en bevorderen met betrekking tot de omstandigheden van detentie en de inhoud van zijn opvang, waarbij de anonimiteit van de minderjarige wordt gewaarborgd.

De procedures voor het opnemen van de meningen van de jongere zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

### HOOFDSTUK II. — *Motivering en communicatie van beslissingen*

**Art. 13.** De krachtens dit decreet genomen beslissingen worden met redenen omkleed, behalve in de gevallen waarin de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van administratieve handelingen geen opgave van de redenen vereist en wanneer de interne veiligheid ernstig in gevaar zou komen door de mededeling van de motivering.

De in het eerste lid bedoelde uitzonderingen zijn niet van toepassing op beslissingen die worden genomen in het kader van de in titel VI bedoelde tuchtregeling.

Wanneer een beslissing niet met redenen omkleed is, wordt de leidend ambtenaar binnen 24 uur in kennis gesteld van de beslissing en van de redenen voor het gebrek aan motivering. Indien hij deze redenen ontoereikend acht, belast de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de beslissing met redenen te omkleeden.



Beslissingen die niet met redenen omkleed zijn, worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, waarin de redenen voor de beslissing die ten aanzien van de jongere is genomen en de redenen voor de beslissing om de jongere niet in kennis te stellen van de redenen voor de beslissing die op hem betrekking heeft, worden vermeld.

Dit register kan alleen worden geraadpleegd door de leidend ambtenaar, de leden van de in de titels VII en VIII bedoelde controle- en beroepsinstanties en de magistraten van de Raad van State of de rechterlijke macht, wanneer het geschil dat hun wordt voorgelegd dit vereist.

De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

**Art. 14.** De beslissingen die op grond van dit decreet ten aanzien van de jongere worden genomen, worden hem mondeling en schriftelijk in toegankelijke taal meegedeeld.

Indien de jongere geen Frans spreekt, worden alle redelijke middelen ingezet om hem in staat te stellen de beslissing en zijn motivatie te begrijpen.

Indien de jongere minderjarig is, worden de in lid 1 bedoelde beslissingen ook meegedeeld aan de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen en aan zijn advocaat.

#### HOOFDSTUK III. — *Opleiding van het personeel*

**Art. 15.** De bevoegde administratie zorgt voor de basisopleiding van elk personeelslid van het Centrum, rekening houdend met zijn initiële opleiding en het ambt dat het binnen het Centrum moet vervullen.

Tijdens de uitoefening van zijn opdrachten zorgt de bevoegde administratie voor de permanente bijscholing van elk personeelslid, die bestaat in het verdiepen van de basisopleiding en het actualiseren van de kennis in overeenstemming met de ontwikkeling van de kennis.

De basisopleiding en de bijscholing zijn in het bijzonder gericht op de eerbiediging van de rechten en belangen van jongeren en op het in artikel 16 bedoelde actiekader.

De bevoegde overheidsdienst stimuleert de deelname van personeelsleden aan door andere diensten of instanties georganiseerde opleidingscursussen die hen in staat stellen de vaardigheden te verbeteren die nodig zijn voor de uitoefening van hun opdrachten binnen het centrum.

#### TITEL III. — *OPVANG*

##### HOOFDSTUK I. — *Algemeen kader*

**Art. 16.** De Regering stelt het kader voor het optreden van de centra vast, dat ten minste de methodologische beginselen van het optreden van de centra omvat, alsmede de regelingen voor de opvang voor jongeren, met inbegrip van de taken en opdrachten van het personeel, de activiteiten waaraan jongeren moeten deelnemen en de onderwijsmaatregelen die krachtens artikel 17 ten aanzien van hen kunnen worden genomen.

**Art. 17.** § 1. De directeur en de leden van het psychosociaal-educatief team kunnen een opvoedkundige maatregel nemen ten aanzien van de jongere die:

1 ° gedragingen die, zonder de orde of veiligheid in gevaar te brengen, de uitvoering van de taken van het centrum in gevaar brengen;

2 ° een gedrag heeft dat een disciplinaire overtreding vormt krachtens artikel 105, maar geen dwingende disciplinaire straf oplegt om de orde of veiligheid te handhaven.

De educatieve maatregel garandeert een individuele benadering van het gedrag van de jongere.

Afzondering, beperking of ontzegging van contacten met de buitenwereld als bedoeld in titel IV, beperking of ontzegging van onderwijs- of opleidingsactiviteiten als bedoeld in hoofdstuk 6 van deze titel, of beperking of ontneming van toelagen mogen niet als onderwijsmaatregel worden gebruikt.

§ 2 De educatieve maatregelen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, waarin voor elke maatregel de identiteit van de jongere, de aard van de maatregel, de omstandigheden die tot de maatregel hebben geleid en de redenen daarvoor, de datum en het tijdstip van het begin en het einde van de maatregel worden vermeld.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

1 ° de minister;

2 ° de bevoegde administratie;

3 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

4 ° de leden van het in artikel 121 bedoelde controleorgaan;

5 ° de jongere;

6 ° de advocaat van de jongere.

De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur doet jaarlijks uiterlijk op 31 januari van elk jaar aan de bevoegde administratie een verslag toekomen over de in het voorgaande jaar opgelegde onderwijsmaatregelen. In dit verslag worden met name het aantal maatregelen, de aard, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren vermeld.

**Art. 18.** Om de in de artikelen 8 en 9 genoemde doelstellingen te bereiken, werkt de jongere samen met het psychosociale en educatieve team aan de ontwikkeling van een individueel project dat rekening houdt met zijn specifieke toestand.

Het individuele project omvat een programma van activiteiten gericht op de re-integratie van de jongere en, indien van toepassing, herstel van de aan de slachtoffers berokkende schade.

Tijdens het opvangproces wordt het individuele project aangepast aan de ontwikkeling van de jongere en de gerechtelijke en administratieve beslissingen die zijn vooruitgang kunnen beïnvloeden.

**Art. 19.** De Regering stelt een huishoudelijk reglement op met de procedures voor de uitvoering van de rechten en plichten van de jongere, zoals bepaald in dit decreet, tijdens zijn opvang in het centrum.

Het huishoudelijk reglement is geschreven in een taal die toegankelijk is voor de jongere.

HOOFDSTUK II. — *Onthaal*

**Art. 20.** lid 1. Zodra hij in het centrum aankomt en uiterlijk binnen 24 uur wordt de jongere individueel begroet door de directeur of, indien hij niet in staat is dit te doen, door een lid van het psychosociale en educatieve team.

Het interview heeft inzonderheid tot doel:

1° de juridische en strafrechtelijke toestand van de jongere en zijn rechtspositie binnen het centrum te verduidelijken;

2° aan de jongere de belangrijkste elementen van het kader van optreden, de fasen van zijn opvang en het proces van ontwikkeling van het individuele project uit te leggen;

3° de jongere de contactgegevens van zijn advocaat te verstrekken of hem eraan te herinneren en hem in te lichten over zijn recht om met hem te communiceren;

4° de jongere in kennis te stellen van de opdracht en de contactgegevens van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en het in artikel 121 bedoelde controleorgaan, alsmede van de procedures waarmee hij hen kan contacteren;

5° de jongere te informeren over de rechten en plichten waarin dit decreet voorziet, inzonderheid de nadere regels voor betwisting;

6° de jongere te informeren over zijn rechten met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid in het kader van de verschillende registers waarin dit decreet voorziet;

7° aan de jongere het huishoudelijk reglement uit te leggen.

Na afloop van het gesprek ontvangt de jongere een document, geschreven in toegankelijke taal, dat de in de leden 2, 2°, 2°, 3°, 4°, 5° en 6° bedoelde informatie bevat, alsook het huishoudelijk reglement.

De jongere ondertekent een document waarmee hij verklaart de in lid 3 bedoelde documenten te hebben ontvangen.

§ 2° Indien de jongere geen Frans spreekt, moeten alle redelijke middelen worden aangewend om hem in staat te stellen de in lid 1 bedoelde informatie te begrijpen.

**Art. 21.** Tenzij een rechtbank anders beslist, heeft de jongere bij aankomst in het centrum recht op een gratis telefoontje in binnen- of buitenland.

Indien de jongere minderjarig is, stelt het centrum de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, binnen 24 uur na aankomst telefonisch op de hoogte van zijn aankomst in het centrum.

De in lid 2 bedoelde informatie wordt binnen twee werkdagen na aankomst van de jongere schriftelijk bevestigd. De brief bevat de nadere regels van het contact met de jongere en met de personeelsleden en het huishoudelijk reglement.

**Art. 22.** De jongere wordt zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen drie dagen na aankomst door een arts onderzocht.

Met toestemming van de jongere kan deze arts contact opnemen met de behandelend arts van de jongere om de continuïteit van de zorg en behandeling te waarborgen.

HOOFDSTUK III. — *Jongerendossier*

**Art. 23.** lid 1. Voor elke jongere wordt een dossier bijgehouden dat de volgende elementen bevat:

1° een opnamefiche;

2° de beslissing tot uithandengeving;

3° de rechterlijke beslissingen met betrekking tot de vrijheidsstraf of -maatregel en alle documenten en beslissingen van de bevoegde rechtbanken;

4° documenten en beslissingen betreffende de procedures voor de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf of -maatregel;

5° de documenten en beslissingen betreffende de in titel VI bedoelde tuchtrechtelijke straffen;

6° de documenten en beslissingen betreffende de in artikel 88 bedoelde afzonderingsmaatregelen;

7° documenten en beslissingen betreffende de in titel VIII bedoelde geschillen;

8° de verslagen en adviezen die zijn opgesteld door de leden van het psycho-socio-educatief team van het centrum en door de directeur;

9° documenten met betrekking tot het individuele project van de jongere.

§ 2. De jongere en, indien hij minderjarig is, de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, kunnen de documenten in het dossier op een passende plaats raadplegen, desgewenst vergezeld van hun advocaat of een lid van het psychosociaal-educatief team.

De advocaten van de in het eerste lid bedoelde personen kunnen de stukken van het dossier ook op een passende plaats raadplegen.

§ 3. Tenzij bij of krachtens de wet anders is bepaald, kunnen de jongere, personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen indien hij minderjarig is, en hun advocaat ook afschriften van de documenten in het dossier verkrijgen.

De overheid bepaalt de wijze waarop kopieën van de dossierstukken worden verstrekt

HOOFDSTUK IV. — *Persoonlijke bezittingen*

**Art. 24.** § 1. De jongere mag bij aankomst beschikken over de persoonlijke bezittingen die hij of zij in zijn bezit heeft, op voorwaarde dat dit door het huishoudelijk reglement is toegestaan.

Elk voorwerp dat niet in de lijst van toegestane voorwerpen is opgenomen, kan echter wel door de directeur worden toegestaan.

Onbevoegde voorwerpen worden door het centrum onder zijn verantwoordelijkheid bewaard, tegen ontvangstbewijs.

De jongere kan verzoeken dat de voorwerpen waarvan hij wordt beroofd, worden overgedragen aan een externe persoon, overeenkomstig de procedures die in het huishoudelijk reglement zijn vastgelegd.

§ 2. Verkoop tussen jongeren is verboden.

Uitwisselingen, leningen en giften tussen jongeren zijn verboden, tenzij met toestemming van de directeur.

**Art. 25.** De jongere kan zijn eigen schoenen en persoonlijke kleding dragen.

Het huishoudelijk reglement kan echter voor specifieke activiteiten het dragen van specifieke, door het centrum ter beschikking gestelde kleding voorschrijven.

Het centrum biedt voldoende schoeisel en kleding voor jongeren die geen persoonlijke schoenen en kleding hebben of deze niet willen dragen.

Om redenen van veiligheid en gemeenschapsleven kunnen in de interne voorschriften beperkingen op het dragen van bepaalde kledingstukken worden opgenomen.

Het centrum treft alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de kleding van de jongeren schoon en bruikbaar is.

**Art. 26.** De jongere mag voorwerpen, voedsel en kleding van buiten het centrum krijgen en weggooien, mits dit volgens het huishoudelijk reglement is toegestaan.

De jongere kan, onder de voorwaarden en onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement, op eigen kosten duurzame en consumptiegoederen verkrijgen via een kantinedienst die zonder winstoogmerk door het centrum wordt georganiseerd en die zoveel mogelijk tegemoetkomt aan de wensen van de jongeren.

**Art. 27.** Er wordt een rubriekrekening op naam van de jongere geopend en beheerd door het centrum onder de verantwoordelijkheid van de directeur.

De personen die deze persoonlijke rekening beheren zijn gebonden aan een discretieverplichting.

De jongere heeft gratis toegang tot het geld op zijn rekening, zonder dat het saldo op de rekening negatief is.

Er mag geen geld van de rekening van de jongere worden opgenomen zonder zijn uitdrukkelijke schriftelijke toestemming.

Financiële transacties tussen jongeren in het centrum zijn verboden, tenzij de directeur daar individueel toestemming voor heeft gegeven.

De jongere kan geen contant geld in het centrum hebben, maar kan het van zijn rekening laten overmaken om buiten te gaan.

Wanneer de jongere voorgoed vertrekt, wordt de rekening gesloten en wordt het saldo aan hem teruggegeven.

**Art. 28.** De jongere kan de hem toegewezen leefruimte inrichten, binnen de grenzen van het huishoudelijk reglement.

#### HOOFDSTUK V. — *Religieuze en filosofische praktijk*

**Art. 29.** De jongere heeft het recht om zijn godsdienst of filosofie individueel of collectief uit te oefenen volgens de procedures die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

**Art. 30.** De jongere heeft recht op religieuze, spirituele of morele bijstand van een levensbeschouwelijke of religieuze adviseur die voor dit doel individueel of collectief met (tot) het centrum is verbonden (of toegelaten), overeenkomstig de procedures die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

Er is een ruimte beschikbaar waar jongeren op vertrouwelijke wijze een filosofisch of religieus adviseur kunnen ontmoeten.

De jongere kan alleen praten, in zijn leefruimte, met een filosofisch of religieus adviseur.

In ieder geval kan de hulp niet leiden tot proselitisme voor de jongere.

#### HOOFDSTUK VI. — *Onderwijs en opleiding*

**Art. 31.** De jongere krijgt een opleiding of training die is aangepast aan zijn behoeften en vaardigheden.

Onderwijs en opleiding worden in het centrum verstrekt, eventueel door middel van afstandsonderwijs.

Zo nodig neemt het psychosociaal-educatief team vóór zijn aankomst in het centrum contact op met de school of opleidingsinstelling die door de jongere wordt bezocht om de continuïteit van het onderwijs of de opleiding te waarborgen.

**Art. 32.** Het centrum zorgt ervoor dat de jongere een zo ruim mogelijke toegang heeft tot activiteiten ter verwezenlijking van de in de artikelen 8 en 9 genoemde doelstellingen, zoals onderwijs, alfabetisering, beroepsopleiding, sociaal-culturele opleiding, opleiding in sociale vaardigheden, creatieve en culturele activiteiten en lichamelijke opvoeding.

Voor de organisatie van deze activiteiten kan het centrum een beroep doen op externe personen en diensten en hun een geschikte ruimte ter beschikking stellen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Arbeid*

**Art. 33.** De jongere heeft het recht om deel te nemen aan de arbeid die in het centrum beschikbaar is, op voorwaarde dat zijn werk is opgenomen in zijn individuele project, in overeenstemming met zijn opleidingsdoelstellingen.

**Art. 34.** Het centrum zorgt ervoor dat de minderjarige in staat wordt gesteld om de periode van detentie te begrijpen, de mogelijkheid te behouden, te versterken of te verwerven om na zijn vrijlating in zijn levensonderhoud te voorzien en, in voorkomend geval, verantwoordelijkheden op zich te nemen ten aanzien van naaste familieleden en slachtoffers en om alle of een deel van de schulden te betalen met het oog op schadeloosstelling of re-integratie.

Het centrum zorgt ervoor dat het werk dat in het centrum beschikbaar is, billijk wordt toegewezen aan jongeren die daarom hebben verzocht in het kader van hun individuele project.

**Art. 35.** lid 1. De jongere wordt in het centrum aan het werk gezet onder omstandigheden die zo dicht mogelijk aanleunen bij de omstandigheden die kenmerkend zijn voor identieke activiteiten in de samenleving.

De opgedragen werkzaamheden mogen geen inbreuk maken op de waardigheid van de jongere of het karakter hebben van een disciplinaire straf.

§ 2. De duur en de werktijden worden in het huishoudelijk reglement vastgesteld.

De arbeidstijd mag in geen geval langer zijn dan die welke bij of krachtens de wet is vastgesteld voor overeenkomstige activiteiten in de maatschappij.

§ 3. Het in het centrum ter beschikking gestelde werk is niet het voorwerp van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

**Art. 36.** Met toestemming van de directeur heeft de jongere het recht om in het centrum andere werkzaamheden te verrichten dan die welke door of via het centrum worden aangeboden.

De directeur kan de machtiging weigeren, rekening houdend met de specifieke behoeften van het centrum, indien de controle die nodig is om de orde of veiligheid te waarborgen een onredelijke toename van de werklast van het centrum betekent.

**Art. 37.** § 1. De werkzaamheden in het centrum geven recht op een werktoelage, waarvan de hoogte door de overheid wordt vastgesteld.

§ 2. Een jongere voor wie de aan opleidingsactiviteiten bestede tijd als arbeidstijd wordt behandeld, ontvangt een opleidingstoelage.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de aan opleidingsactiviteiten bestede tijd als arbeidstijd kan worden aangerekend en de hoogte van de opleidingstoelage.

§ 3. De Regering stelt de regels vast voor de toekenning van schadevergoeding aan slachtoffers van een arbeidsongeval in het centrum.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Tijdelijke toelage*

**Art. 38.** Voor de periode waarin hij noch een werktoelage, noch een opleidingstoelage ontvangt om redenen buiten zijn wil, ontvangt de jongere een voorlopige toelage, waarvan het wekelijkse bedrag door de overheid wordt vastgesteld.

#### HOOFDSTUK IX. — *Vrijtijdsactiviteiten*

**Art. 39.** De jongere heeft het recht om via het centrum op eigen kosten kranten, tijdschriften en andere publicaties te ontvangen waarvan de verspreiding niet verboden is door of krachtens de wet of een rechterlijke beslissing.

De jongere heeft toegang tot een bibliotheek, ter beschikking gesteld door het centrum, volgens de procedures die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

De directeur kan de jongere alleen verbieden kennis te nemen van bepaalde publicaties of delen van publicaties indien dit absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid.

**Art. 40.** De jongere heeft het recht om radio- en televisieprogramma's te volgen, in overeenstemming met de procedures die zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement.

De directeur kan de jongere alleen verbieden bepaalde programma's te bekijken wanneer dit absoluut noodzakelijk is voor het handhaven van de orde of de veiligheid.

**Art. 41.** De jongere heeft het recht om gedurende minstens twee uur per week deel te nemen aan sportactiviteiten, evenals aan buitenactiviteiten, voor een totale duur van minstens twee uur per dag.

De jongere heeft het recht om deel te nemen aan groepsrelaxatieactiviteiten.

**Art. 42.** De jongere heeft het recht om individueel of collectief een intellectuele, culturele of artistieke activiteit uit te oefenen.

De directeur kan de uitoefening door de jongere van een activiteit als bedoeld in het eerste lid slechts verbieden of beperken indien dit verbod absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid.

#### HOOFDSTUK X. — *Gezondheid en hygiëne*

**Art. 43.** Het centrum voorziet de jongere van een evenwichtige voeding, in voldoende hoeveelheden en aangepast aan de eisen van zijn gezondheidstoestand.

De jongere kan toegang hebben tot vegetarisch voedsel.

**Art. 44.** Het centrum zorgt ervoor dat de jongere voor zijn persoonlijke hygiëne kan zorgen.

Daartoe biedt het de jongere toegang tot hygiënische en privacyvriendelijke sanitaire voorzieningen en voorziet het hem van de nodige toiletartikelen.

**Art. 45.** De jongere heeft recht op de gezondheidszorg die nodig is voor zijn specifieke behoeften, die gelijkwaardig is aan die welke in de samenleving wordt geboden.

De gezondheidszorg die vóór de aankomst van de jongere in het centrum wordt verleend, blijft tijdens zijn detentie op gelijkwaardige wijze worden verleend.

Het centrum zorgt voor continuïteit van de zorg aan het einde van de detentie van de jongeren.

**Art. 46.** § 1. Wanneer het personeel van het centrum dit nodig acht of op verzoek van de jongere, wordt hij zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 48 uur na het verzoek door de medische dienst van het centrum overgenomen.

Indien het centrum niet in staat is de nodige zorg te verlenen, doet het binnen dezelfde termijn een beroep op een externe zorgverlener, op kosten van de bevoegde administratie.

§ 2. Jonge zwangere vrouwen worden overgebracht naar een ziekenhuis voor bevalling.

Jonge zwangere vrouwen die een zwangerschapsafbreking aanvragen, worden overgebracht naar een zorginstelling waaraan een informatiedienst is verbonden.

§ 3. Wanneer de jongere naar een ziekenhuis of zorginstelling wordt overgebracht, wordt het beschouwd als een uitbreiding van het centrum, zonder dat dit de kwaliteit van de verleende zorg aantast.

**Art. 47.** De jongere kan op eigen kosten een beroep doen op de zorgverlener van zijn keuze en door hem worden behandeld, op voorwaarde dat, indien hij minderjarig is, de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, ermee instemmen de kosten te dekken.

In dat geval zorgt de directeur ervoor dat zo spoedig mogelijk contact wordt opgenomen met de zorgverlener.

**Art. 48.** De toediening van geneesmiddelen kan alleen plaatsvinden met de vrije en geïnformeerde toestemming van de jongere.

De jongere heeft het recht om gratis de geneesmiddelen te krijgen die hij of zij nodig heeft en om de behandelingen en voeding te volgen die door een arts zijn voorgeschreven.

**Art. 49.** In geval van een belangrijke wijziging in de gezondheidstoestand van de jongere of in geval van overplaatsing van de jongere naar een ziekenhuis of zorginstelling, stelt het centrum hetzij de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, indien hij minderjarig is, hetzij de daartoe door de jongere aangewezen persoon, indien hij meerderjarig is, er op de hoogte van.

Wanneer de jongere in levensgevaar verkeert of overlijdt, stelt de directeur de in het eerste lid bedoelde personen hiervan onmiddellijk in kennis, die, indien zij daarom verzoeken, in contact worden gebracht met de arts van het centrum.

**Art. 50.** Om jongeren die behoefte hebben aan psychologische of psychiatrische zorg een beschermde luister- en expressieruimte te garanderen, werkt het centrum met name samen met instellingen in de geestelijke gezondheidszorg en garandeert het centrum vrije toegang tot psychologische of psychiatrische consultaties met beroepsbeoefenaars buiten het centrum.

De directeur zorgt voor de nodige voorwaarden voor de eerbiediging van het beroepsgeheim tussen externe beroepsbeoefenaars en de beroepsbeoefenaars van het centrum.

De beroepsbeoefenaars van het centrum mogen niet tegelijkertijd een educatieve of psychosociale activiteit uitoefenen ten behoeve van dezelfde jongeren buiten het centrum.

Onverminderd de ethische regels van elke persoon stellen externe beroepsbeoefenaars de directeur in kennis van alle aangelegenheden die van invloed kunnen zijn op de gezondheid of de veiligheid van de jongeren of het personeel van het centrum.

**Art. 51.** Zorgverleners behouden hun professionele onafhankelijkheid.

Hun beoordelingen en beslissingen over de gezondheid van jongeren zijn uitsluitend gebaseerd op medische criteria.

Het ambt van zorgverlener is onverenigbaar met een expertopdracht binnen het centrum.

#### TITEL IV. — CONTACTEN MET DE BUITENWERELD

##### HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

**Art. 52.** Tenzij een rechter anders beslist, heeft de jongere het recht om overeenkomstig de bepalingen van deze titel contact te hebben met personen van zijn keuze.

**Art. 53.** Tenzij een rechtbank anders beslist, moedigt het centrum de jongere aan om contact te houden met zijn familie en nauwe relaties.

Het centrum faciliteert de contacten van de jongere met alle mensen en instellingen die hem in staat stellen om zijn individuele project op te bouwen.

##### HOOFDSTUK II. — Correspondentie

**Art. 54.** Tenzij een rechtbank anders beslist, heeft de jongere het recht om gratis te corresponderen met een persoon van zijn keuze.

Het centrum voorziet de jongere van het nodige materiaal voor correspondentie.

De jongere stuurt en ontvangt brieven via de directeur.

**Art. 55.** Brieven gericht aan de jongere kunnen, voorafgaand aan de overhandiging ervan, onderworpen worden aan de controle van de directeur met het oog op de handhaving van de orde of de veiligheid.

Deze controle betreft de aanwezigheid van voorwerpen of stoffen die vreemd zijn aan de correspondentie en laat niet toe dat de brief wordt gelezen, tenzij er geïndividualiseerde aanwijzingen zijn dat dit noodzakelijk is in het belang van de orde of veiligheid.

Indien de in lid 2 bedoelde controle dit vereist, kan de brief bij afwezigheid van de jongere worden gelezen.

Indien dit absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid, kan de directeur, na het onderzoek, de jongere de brieven of de voorwerpen of stoffen die daaraan zijn gehecht, niet overhandigen.

**Art. 56.** Brieven die door de jongere worden verzonden, zijn vóór de verzending ervan niet onderworpen aan de controle van de directeur, tenzij er geïndividualiseerd bewijs is dat verificatie in het belang van de orde of veiligheid noodzakelijk is.

Indien de in lid 1 bedoelde controle dit vereist, kan de brief bij afwezigheid van de jongere worden gelezen.

Indien dit absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid, kan de directeur, na de inspectie, de hem voor verzending voorgelegde brief niet toezenden.

Indien de directeur beslist de brief niet te verzenden, wordt deze aan de jongere teruggezonden, tenzij er redenen zijn om deze ter beschikking van de gerechtelijke overheden te houden.

**Art. 57.** Brieven van of aan de volgende personen of overheden zijn niet onderworpen aan de in de artikelen 55 en 56 bedoelde controle:

1 ° de Koning;

2 ° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;

3 ° de voorzitters van de Parlementaire vergaderingen van het land;

4 ° de ministers en staatssecretarissen van de federale, communautaire en gewestelijke Regeringen;



- 5 ° het Directiecomité en de Algemene Directie Gevangenis van de FOD Justitie;
- 6 ° de bevoegde instantie;
- 7 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 8 ° het Comité voor de rechten van het kind;
- 9 ° de personen of instanties die verantwoordelijk zijn voor het toezicht in de zin van titel VII of voor de controle van het centrum;
- 10 ° de in artikel 139 bedoelde beroepsinstantie;
- 11 ° het Grondwettelijk Hof;
- 12 ° de gerechtelijke overheden;
- 13 ° de Raad van State;
- 14 ° de bemiddelaars van de federale staat, de gemeenschappen en de gewesten;
- 15 ° de bemiddelingsdienst die is opgericht in het kader van de federale commissie "Patiëntenrechten";
- 16 ° de Orde van Advocaten van de gemeente waar het centrum is gevestigd;
- 17 ° de Hoge Raad voor Justitie;
- 18 ° het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en de strijd tegen racisme en discriminatie;
- 19 ° het Permanent Comité voor de controle van de politiediensten;
- 20 ° de Orde van artsen;
- 21 ° het Europees Hof voor de rechten van de mens;
- 22 ° het Europees Comité ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing;
- 23 ° het Comité voor de mensenrechten van de Verenigde Naties;
- 24 ° het Comité tegen folterpraktijken van de Verenigde Naties.

De in lid 1 bedoelde lijst van personen en overheden kan door de Regering worden aangevuld.

Om de vrijheid van correspondentie te waarborgen, worden de kwaliteit en het beroepsadres van deze personen of overheden en de identiteit van de jongere op de enveloppe vermeld.

#### HOOFDSTUK III. — *Bezoeken*

**Art. 58.** Tenzij een rechtbank anders beslist, heeft de jongere het recht om ten minste drie keer per week, gespreid over drie dagen, waarvan ten minste één dag van het weekend en woensdagmiddag, bezoek te ontvangen van personen van zijn keuze.

De duur van een bezoek is minimaal een uur.

De minderjarige heeft ook het recht op een intiem bezoek van ten minste twee uur, ten minste eenmaal per maand, onder de voorwaarden die de Regering bepaalt.

**Art. 59.** In het huishoudelijk reglement zijn de regels vastgelegd die van toepassing zijn op bezoeken, zowel wat betreft de registratieprocedure als het gedrag van jongeren en bezoekers.

Het centrum zorgt ervoor dat het bezoek plaatsvindt in omstandigheden die de emotionele banden behouden of versterken, vooral wanneer het gaat om een bezoek van de kinderen van de jongere.

**Art. 60.** De directeur kan in de volgende gevallen beslissen dat het bezoek plaatsvindt in een ruimte die is voorzien van een transparante scheidingswand tussen de bezoekers en de jongere:

- 1 ° op verzoek van de bezoeker;
- 2 ° op verzoek van de jongere;
- 3 ° wanneer er ernstige redenen zijn om te vrezen dat zich tijdens het bezoek incidenten kunnen voordoen die de orde of veiligheid in gevaar kunnen brengen;
- 4 ° wanneer de bezoeker of jongere eerder de regels voor bezoeken heeft overtreden en er ernstige redenen zijn om te vrezen dat deze overtreding zich opnieuw zal voordoen.

De beslissing op basis van lid 1, 3° of 4° kan door de directeur slechts voorlopig worden genomen voor een periode van ten hoogste drie maanden.

De directeur kan het bezoek van een persoon voorlopig verbieden voor een periode van ten hoogste drie maanden, indien er geïndividualiseerd bewijs is dat hij een gevaar voor de ordehandhaving of de veiligheid zou kunnen opleveren en indien de voorwaarden voor het bezoek als bedoeld in lid 1 niet voldoende zijn om dat gevaar af te wenden.

Onverminderd lid 3 kan de directeur het bezoek onder vier ogen voorlopig verbieden voor een periode van ten hoogste drie maanden:

- 1 ° wanneer de bezoeker of jongere eerder de regels voor bezoeken heeft overtreden en er ernstige redenen zijn om te vrezen dat deze overtreding zich opnieuw zal voordoen;
- 2 ° wanneer de bezoeker of jongere voorwerpen of stoffen heeft geïntroduceerd die niet zijn toegestaan door de interne regelgeving.

De beslissingen die de directeur op grond van de leden 1 tot en met 4 neemt, worden schriftelijk aan de betrokken bezoekers meegedeeld.

**Art. 61.** De directeur kan het aantal personen dat terzelfder tijd wordt toegelaten, beperken tot de jongere voor het bezoek met het oog op ordehandhaving of veiligheid.

Indien de directeur ernstige redenen heeft om te vrezen dat de bezoeker in het bezit is van voorwerpen of stoffen die niet krachtens het huishoudelijk reglement zijn toegestaan en dat de in artikel 79, lid 2, bedoelde controlemaatregelen voorafgaand aan de toegang niet toereikend zijn, kan hij de kleding van de bezoeker door daartoe door hem gemachtigde personeelsleden laten doorzoeken.

In voorkomend geval kunnen de in lid 2 bedoelde voorwerpen of stoffen, voor zover het bezit ervan onverenigbaar is met de regels die van toepassing zijn op bezoeken, tijdens het bezoek in bewaring worden gesteld of ter beschikking van de gerechtelijke overheden worden gehouden.

**Art. 62.** Het toezicht wordt tijdens het bezoek uitgevoerd ten behoeve van de ordehandhaving en veiligheid.

Dit toezicht bestaat uitsluitend uit een visuele inspectie, tenzij er geïndividualiseerde aanwijzingen zijn dat een andere vorm van inspectie in het belang van de orde of veiligheid noodzakelijk is.

**Art. 63.** Het personeelslid dat toezicht houdt op het bezoek kan het bezoek vroegtijdig beëindigen als de bezoeker of de jongere de interne regels overtreedt.

**Art. 64.** Het bezoek van de volgende personen mag niet worden verboden of beperkt in aantal of duur:

- 1 ° de advocaat van de jongere;
- 2 ° leden van de Parlementaire vergaderingen van het land;
- 3 ° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;
- 4 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 5 ° de personen of instanties die verantwoordelijk zijn voor het toezicht in de zin van titel VII of voor de controle van het centrum.

**Art. 65.** Bezoeken en beslissingen waarbij deze worden verboden of beperkt, worden vastgelegd in een speciaal daartoe ingesteld register, waarin voor elke beslissing de identiteit van de jongere, het voorwerp van de beslissing, de omstandigheden die tot de beslissing hebben geleid en de redenen die deze beslissing rechtvaardigen, en de duur van het verbod of de beperking worden vermeld.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1 ° de minister;
- 2 ° de bevoegde instantie;
- 3 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 4 ° de leden van het in artikel 121 bedoelde controleorgaan;
- 5 ° de jongere;
- 6 ° de advocaat van de jongere.

De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur doet jaarlijks uiterlijk op 31 januari aan de bevoegde instantie een verslag toekomen over de in het voorgaande jaar genomen beslissingen om bezoeken te verbieden of te beperken. In dit verslag worden met name het aantal beslissingen, het doel, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren vermeld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Telecommunicatie*

**Art. 66.** Tenzij een rechtbank anders beslist, heeft de jongere het recht om ten minste driemaal per week en gedurende ten minste tien minuten kosteloos telefonisch en per videoconferentie met personen van zijn keuze te communiceren, overeenkomstig de procedures van het huishoudelijk reglement.

**Art. 67.** De directeur kan de jongere slechts geheel of gedeeltelijk het recht op telefonische en videoconferentiecommunicatie ontzeggen wanneer er geïndividualiseerde aanwijzingen zijn dat de communicatie een bedreiging kan vormen voor de handhaving van de orde of de veiligheid.

Dit verbod mag niet meer dan één maand bedragen.

**Art. 68.** Alle telefonische en videoconferentiegesprekken van de jongere zijn privé en vertrouwelijk en kunnen niet worden beluisterd.

**Art. 69.** Onverminderd artikel 68 kunnen, om de communicatie van de jongere via telefoon en videoconferentie om redenen van orde of veiligheid te kunnen volgen, de door de jongere gevormde nummers door de bevoegde overheid worden opgenomen, opgeslagen en geraadpleegd en aan de gerechtelijke overheden worden meegegeeld in de gevallen waarin de wet voorziet, volgens de procedures en binnen de termijnen die door de Regering worden vastgesteld.

De jongere wordt overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures in kennis gesteld van de mogelijkheid van registratie, opslag en raadpleging van telefoonnummers door de bevoegde instantie, alsmede van zijn rechten in verband met deze verwerking van zijn persoonsgegevens.

**Art. 70.** Communicatie per telefoon en videoconferentie met de volgende personen mag niet worden verboden of beperkt in aantal of duur:

- 1 ° de advocaat van de jongere;
- 2 ° leden van de Parlementaire vergaderingen van het land;
- 3 ° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;
- 4 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 5 ° de personen of instanties die verantwoordelijk zijn voor het toezicht in de zin van titel VII of voor de controle van het centrum.

Indien een van de op de in lid 1 bedoelde lijst opgenomen personen het centrum belt om de jongere te ondervragen, wordt het verzoek ingewilligd. Als de jongere niet onmiddellijk beschikbaar is, zorgt het centrum ervoor dat hij de persoon zo snel mogelijk kan terugbellen.

**Art. 71.** Elk ander telecommunicatiemiddel tussen een jongere en de buitenkant van het centrum dan die welke door deze beslissing zijn toegestaan, is verboden.

Om de in de artikelen 8 en 9 genoemde doelstellingen te verwezenlijken, kan de Regering evenwel voorzien in toegang tot andere dan de bij deze beslissing toegestane telecommunicatiemiddelen.

HOOFDSTUK V. — *Specifieke regels voor contacten met advocaten*

**Art. 72.** De correspondentie tussen de jongere en de advocaat van zijn keuze is niet onderworpen aan de controle van de directeur, zoals bedoeld in de artikelen 55 en 56.

Om de vrijheid van correspondentie te waarborgen, staan de kwaliteit en het beroepsadres van de advocaat en de identiteit van de jongere op de enveloppe.

Indien de directeur ernstige redenen heeft om aan te nemen dat de correspondentie tussen de jongere en de advocaat niets te maken heeft met rechtsbijstand, kan hij deze voorleggen aan de president van de balie van de Orde waartoe de advocaat behoort.

**Art. 73.** Alleen visueel toezicht kan worden uitgeoefend tijdens de bezoeken van de advocaat.

Indien de directeur ernstige redenen heeft om aan te nemen dat het bezoek van de advocaat de veiligheid ernstig in gevaar kan brengen, kan hij hem de toegang tot het centrum verbieden door vooraf uitdrukkelijk het gunstig advies in te winnen van de president van de balie van de Orde waartoe de advocaat behoort.

Bezoeken van advocaten die niet in het bezit zijn van een Europese beroepskaart of die niet in een van de lidstaten van de Europese Unie zijn gevestigd, zijn slechts toegestaan op grond van een bijzondere machtiging van de minister, na raadpleging van de procureur des Konings en de president van de balie van het gerechtelijk arrondissement waar het centrum is gevestigd.

**Art. 74.** In afwijking van artikel 70 kan de directeur de communicatie per telefoon en videoconferentie tussen de jongere en zijn advocaat verbieden, indien hij ernstige redenen heeft om aan te nemen dat deze communicatie de veiligheid ernstig in gevaar brengt, mits de stafhouder van de balie, van wie de advocaat afhankelijk is, uitdrukkelijk en vooraf toestemming heeft verleend.

HOOFDSTUK VI. — *Specifieke regels voor contacten met de media*

**Art. 75.** Voor schriftelijke contacten met de media gelden de correspondentievoorschriften.

Behoudens andersluidende beslissing van een rechtbank kan de directeur, met voorafgaande toestemming van de minister, een jongere toestaan een ontmoeting te hebben met een vertegenwoordiger van de media, op voorwaarde dat dit verenigbaar is met de handhaving van de orde en veiligheid, de goede zeden, de bescherming van de rechten en vrijheden van derden en de eerbiediging van de slachtoffers.

De minister kan de in lid 2 bedoelde toestemming afhankelijk stellen van voorwaarden ter vrijwaring van de in dat lid bedoelde belangen.

TITEL V. — *CONTROLE- EN VEILIGHEIDSMATREGELEN*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 76.** De verplichtingen en beperkingen van de rechten die aan de jongere worden opgelegd met het oog op de handhaving van de orde en de veiligheid staan in verhouding tot deze doelstellingen, zowel door hun aard als door de duur ervan.

**Art. 77.** De directeur en het personeel onder zijn gezag zijn verantwoordelijk voor de handhaving van de orde en de veiligheid.

**Art. 78.** De in deze titel bedoelde controle- en beveiligingsmaatregelen worden uitgevoerd door de personeelsleden die daartoe door de directeur zijn gemachtigd, overeenkomstig de onderrichtingen van de directeur.

HOOFDSTUK II. — *Toegang tot het centrum*

**Art. 79.** Behoudens bijzondere toestemming van de directeur mogen personen die het centrum betreden, geen voorwerpen of stoffen bezitten die niet krachtens het huishoudelijk reglement zijn toegestaan.

De toegang tot het centrum is onderworpen aan de volgende controlemaatregelen:

- 1 ° een identiteitscontrole bij overlegging van een identiteitsbewijs;
- 2 ° een doorgang door een detectieportaal;
- 3 ° een controle van de voorwerpen en stoffen in het bezit van de persoon.

**Art. 80.** Personen die toegang hebben tot het centrum om andere redenen dan het bezoeken van een jongere zijn onderworpen aan de volgende regels:

1 ° de toegang tot het centrum van deze personen is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de directeur, behalve in het geval van de volgende personen of organen:

- a) leden van de Parlementaire vergaderingen van het land;
- b) personen of instanties die, hoewel zij geen personeelsleden zijn, deelnemen aan de activiteiten van het Centrum;
- c) de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- d) de personen of instanties die verantwoordelijk zijn voor het toezicht in de zin van titel VII of voor de controle van het centrum;
- e) ambtenaren die voor de uitoefening van hun taken of dienstreizen verslag uitbrengen aan het Centrum;

2 ° tenzij de directeur uitdrukkelijk vrijstelling verleent, worden deze personen vergezeld door de directeur of door het personeelslid dat hij daartoe heeft aangewezen;

3 ° behoudens uitdrukkelijke toestemming van de directeur mogen deze personen de bewoonde individuele leefruimten niet betreden en mogen zij geen gesprekken voeren met andere jongeren en personeelsleden dan die welke verantwoordelijk zijn voor hun begeleiding naar het centrum.

Personen die het centrum betreden om een jongere te bezoeken, hebben alleen toegang tot de lokalen die bestemd zijn voor bezoeken.

HOOFDSTUK III. — *Zoekopdrachten*

**Art. 81.** Het onderzoek mag niet berispelijk zijn en moet worden uitgevoerd met respect voor de waardigheid van de jongere.

De jongere wordt vooraf op de hoogte gebracht van de zoeking.

**Art. 82.** Bij elke toegang tot het centrum worden de kleding en persoonlijke bezittingen van de jongere doorzocht.

**Art. 83.** Indien uit geïndividualiseerde gegevens blijkt dat de jongere in het bezit is van voorwerpen of stoffen die niet door het huishoudelijk reglement zijn toegestaan, kan de directeur opdracht geven tot huiszoeking van de individuele woonruimte, kleding of persoonlijke bezittingen door personeelsleden die daartoe door hem zijn gemachtigd.

**Art. 84.** Elk ander soort onderzoek dan bedoeld in de artikelen 82 en 83 is verboden.

Als uit geïndividualiseerd bewijsmateriaal blijkt dat de jongere voorwerpen of stoffen heeft die niet zijn toegestaan door het huishoudelijk reglement en die niet zijn gevonden door zijn kleding, persoonlijke bezittingen of woonruimte te doorzoeken, kan de directeur een beroep doen op de politie, waarbij hij de advocaat van de jongere op de hoogte brengt.

**Art. 85.** Indien bij de huiszoeking voorwerpen of stoffen aan het licht komen die niet door het huishoudelijk reglement zijn toegestaan, kunnen deze door het centrum onder zijn verantwoordelijkheid in beslag worden genomen en bewaard, tegen ontvangstbewijs, vernietigd met toestemming van de jongere, overgedragen aan een externe persoon van zijn keuze of ter beschikking van de bevoegde overheden worden gehouden om strafbare feiten te voorkomen of vast te stellen.

HOOFDSTUK IV. — *Speciale veiligheidsmaatregelen**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

**Art. 86.** § 1. De directeur kan ten aanzien van een jongere bijzondere veiligheidsmaatregelen bevelen indien er geïndividualiseerde aanwijzingen zijn dat de orde of veiligheid in gevaar is en nadat hij hem heeft gehoord.

De specifieke veiligheidsmaatregel moet in verhouding staan tot de dreiging en het corrigerende karakter ervan.

§ 2. Indien de dreiging geen uitstel toelaat, kunnen andere personeelsleden van het Centrum tijdelijk bijzondere veiligheidsmaatregelen opleggen, op voorwaarde dat de directeur daarvan onmiddellijk in kennis wordt gesteld.

In dat geval neemt de directeur, nadat hij de jongere heeft gehoord, een definitieve beslissing en kan hij onmiddellijk de opheffing van de overeenkomstig lid 1 genomen maatregel bevelen.

§ 3. Bijzondere veiligheidsmaatregelen mogen in geen geval als disciplinaire maatregelen worden beschouwd, ook al zijn zij ingegeven door feiten die eveneens aanleiding kunnen geven tot disciplinaire straffen als bedoeld in titel VI.

**Art. 87.** De volgende maatregelen zijn toegestaan als bijzondere veiligheidsmaatregelen, afzonderlijk of in combinatie, mits ze uitsluitend om dit doel en voor de strikt noodzakelijke tijd worden toegepast:

- 1 ° de verwijdering of ontneming van voorwerpen;
- 2 ° de uitsluiting van bepaalde collectieve of individuele activiteiten;
- 3 ° afzondering overeenkomstig de artikelen 88 tot en met 96.

Deze speciale veiligheidsmaatregelen mogen niet langer dan 72 uur worden gehandhaafd.

*Afdeling II. — Afzonderingsmaatregel*

**Art. 88.** Een maatregel van afzondering in de leefruimte van de jongere mag alleen door de directeur worden genomen als de jongere zijn fysieke veiligheid of die van anderen in gevaar brengt.

De afzonderingsmaatregel wordt alleen uitgevoerd in een specifieke ruimte wanneer de afzondering in de leefruimte van de jongere zijn fysieke veiligheid of die van anderen niet waarborgt.

De opsluiting van de jongere in zijn leefruimte is slechts een maat voor zijn afzondering wanneer dit meer dan een uur duurt.

Een jonge vrouw die zwanger is of met haar kind samenwoont, mag niet worden afgezonderd.

**Art. 89.** De directeur stelt de advocaat van de jongere onmiddellijk in kennis van de afzonderingsmaatregel.

**Art. 90.** De afzonderingsmaatregel wordt opgeheven zodra de situatie die daartoe aanleiding heeft gegeven, en uiterlijk 72 uur na het begin van de maatregel, is beëindigd.

De directeur stelt de advocaat van de jongere schriftelijk in kennis van de beëindiging van de scheidingsmaatregel.

**Art. 91.** De afgezonderde jongere krijgt dagelijks bezoek van de directeur en een lid van het psychosociaal-educatief team.

Het personeel zorgt voor beter toezicht om de veiligheid van de jongere te waarborgen.

**Art. 92.** Wanneer de jongere het voorwerp is van een afzonderingsmaatregel, wordt hij zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 24 uur na het begin van de maatregel door een arts bezocht.

**Art. 93.** De afzonderingsmaatregel ontnemt de jongere niet het recht op contacten met de buitenwereld als bedoeld in titel IV, tenzij die contacten worden opgeschort of beperkt om redenen van ordehandhaving of veiligheid.

**Art. 94.** De afzonderingsmaatregel ontnemt de jongere niet het recht op gesprekken met personeelsleden, een lid van een dienst die belast is met de bijstand aan gevangenen en een filosofisch of religieus adviseur.

De afzonderingsmaatregel ontnemt de jongere niet het recht om zijn begeleide individuele activiteiten voort te zetten.

De jongere heeft de mogelijkheid om minstens een uur per dag in de buitenlucht door te brengen.

**Art. 95.** Tijdens de afzonderingsmaatregel in een bepaalde ruimte mag de jongere niet in het bezit zijn van voorwerpen die zijn eigen veiligheid en die van anderen in gevaar kunnen brengen.

Hij is gekleed in fatsoenlijke, niet-stigmatiserende kleding.

*Afdeling III. — Register*

**Art. 96.** De bijzondere veiligheidsmaatregelen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, waarin voor elke maatregel de identiteit van de jongere, de aard van de maatregel, de omstandigheden die tot de maatregel hebben geleid en de redenen die deze rechtvaardigen, alsmede de datum en het tijdstip van het begin en het einde van de maatregel worden vermeld.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1 ° de minister;
- 2 ° de bevoegde instantie;
- 3 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 4 ° de leden van het in artikel 121 bedoelde controleorgaan;
- 5 ° de jongere;
- 6 ° de advocaat van de jongere.

De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur doet jaarlijks uiterlijk op 31 januari van elk jaar aan de bevoegde instantie een verslag toekomen over de specifieke beveiligingsmaatregelen die in het voorgaande jaar zijn genomen. In dit verslag worden met name het aantal maatregelen, de aard, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren vermeld.

*HOOFDSTUK V. — Directe dwangmaatregelen*

**Art. 97.** Onder directe dwang wordt verstaan het gebruik van fysieke dwang op een persoon met of zonder het gebruik van materiaal of mechanische accessoires of dwanginstrumenten die de bewegingsvrijheid beperken.

Rechtstreekse dwang mag alleen tegen de jongere worden uitgeoefend wanneer dit absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of veiligheid en alleen voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor dat doel.

In afwachting van het politieoptreden kan onder dezelfde voorwaarden directe dwang worden uitgeoefend tegen andere personen dan jongeren wanneer zij proberen een jongeren te doen ontsnappen, het centrum illegaal binnen te komen of zonder toestemming in het centrum te verblijven.

**Art. 98.** Voordat directe dwang wordt gebruikt, moet met deze worden bedreigd, behalve wanneer de omstandigheden dit niet toelaten of wanneer een eerdere bedreiging het gebruik van directe dwang ondoeltreffend zou maken.

Indien meerdere mogelijkheden van directe dwang passend kunnen zijn, moet de minst schadelijke optie worden gekozen.

**Art. 99.** Rechtstreekse dwangmaatregelen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, waarin voor elke maatregel de identiteit van de jongere, de aard van de maatregel, de omstandigheden die tot de maatregel hebben geleid en de redenen daarvoor, de datum en het tijdstip van het begin en het einde van de maatregel worden vermeld.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1 ° de minister;
- 2 ° de bevoegde instantie;
- 3 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 4 ° de leden van het in artikel 121 bedoelde controleorgaan;
- 5 ° de jongere;
- 6 ° de advocaat van de jongere.

De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur doet jaarlijks uiterlijk op 31 januari van elk jaar aan de bevoegde instantie een verslag toekomen over de in het voorgaande jaar genomen directe dwangmaatregelen. In dit verslag worden met name het aantal maatregelen, de aard, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren vermeld.

**TITEL VI. — TUCHTSTELSEL***HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

**Art. 100.** Het tuchtstelsel heeft tot doel de orde en veiligheid te waarborgen met respect voor de waardigheid, het zelfrespect en de individuele en sociale verantwoordelijkheid van jongeren.

Tuchtprocedures mogen alleen worden gebruikt in situaties waarin dit noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid van het Centrum en geen andere middelen kunnen worden gebruikt om de orde of de veiligheid van het Centrum te waarborgen.

De tuchtstraffen moeten in verhouding staan tot de doelstellingen van ordehandhaving en veiligheid, zowel door hun aard als door de duur ervan.

Het centrum begeleidt elke disciplinaire maatregel die aan de jongere wordt opgelegd met een geïndividualiseerde bedenking op de feiten die tot de disciplinaire maatregel hebben geleid, waarbij de voorkeur wordt gegeven aan een herstellende benadering.

**Art. 101.** Een jongere mag niet worden gestraft voor andere dan de in deze titel omschreven strafbare feiten of straffen.

**Art. 102.** De combinatie van een tuchtrechtelijke inbreuk met een strafbaar feit sluit de tuchtprocedure en de mogelijkheid tot disciplinaire maatregelen tegen de jongere niet uit.

**Art. 103.** Een jongere kan voor hetzelfde disciplinaire vergrijp slechts eenmaal worden bestraft.



**Art. 104.** Wanneer dezelfde handeling meerdere tuchtrechtelijke inbreuken vormt of wanneer verschillende tuchtrechtelijke inbreuken die gelijktijdig aan de directeur worden voorgelegd, de opeenvolgende en voortdurende manifestatie van dezelfde bedoeling vormen, worden de verschillende inbreuken als één enkel strafbaar feit bestraft, namelijk het feit dat als het ernstigste wordt beschouwd.

#### HOOFDSTUK II. — *Disciplinaire overtredingen*

**Art. 105.** De volgende strafbare feiten zijn disciplinaire overtredingen:

- 1 ° de opzettelijke aanval op de fysieke of psychische integriteit van anderen of de dreiging van een dergelijke aanval;
- 2 ° de opzettelijke beschadiging of vernietiging van eigendommen van anderen;
- 3 ° vlucht;
- 4 ° het uitvoeren of aanmoedigen van collectieve acties die de veiligheid of de orde in het centrum ernstig in gevaar brengen;
- 5 ° het bezit van of de handel in voorwerpen of stoffen die bij of krachtens de wet of dit decreet verboden of niet toegestaan zijn;
- 6 ° (poging tot) ontsnappen;
- 7 ° contacten die door een beslissing van de rechter of een beslissing van de directeur verboden zijn;
- 8 ° herhaalde beledigingen tegen anderen;
- 9 ° niet-naleving van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;
- 10 ° weigering om gevolg te geven aan de bevelen van het personeel van het centrum;
- 11 ° ongeoorloofde aanwezigheid op een plaats waartoe de toegang verboden of beperkt is door het huishoudelijk reglement of door de directeur;
- 12 ° herhaaldelijke niet-naleving van de reinheid van individuele leefruimten en gemeenschappelijke ruimten;
- 13 ° geluidsoverlast veroorzaken die het goede verloop van het gemeenschapsleven verstoort.

#### HOOFDSTUK III. — *Tuchtstraffen*

**Art. 106.** De volgende tuchtstraffen kunnen worden opgelegd:

- 1 ° berisping;
- 2 ° het verrichten van diensten van collectief belang;
- 3 ° vergoeding van de veroorzaakte materiële schade;
- 4 ° de beperking of ontzegging van het recht om bepaalde goederen uit de kantine te betrekken, met uitzondering van toiletartikelen;
- 5 ° ontneming van het recht om bepaalde voorwerpen te bezitten;
- 6 ° de beperking of ontzegging van telefonische contacten en contacten per videoconferentie;
- 7 ° de beperking of ontzegging van recreatieve activiteiten als bedoeld in de artikelen 39 tot en met 42;
- 8 ° de beperking van de bezoeken;
- 9 ° afzondering in de leefruimte van de jongere;
- 10 ° afzondering in een specifieke ruimte.

**Art. 107.** lid 1. De in artikel 106, 8°, bedoelde straf kan slechts worden opgelegd indien het strafbare feit is gepleegd in het kader van de uitoefening van het omgangsrecht.

De in artikel 106, 10°, bedoelde straf kan slechts worden opgelegd indien het strafbare feit bestaat in een opzettelijke aantasting van de fysieke integriteit van anderen.

§ 2. De straffen bedoeld in artikel 106, 2° tot en met 7°, kunnen worden opgelegd voor een periode van ten hoogste vijftien dagen.

De straf bedoeld in artikel 106, 8°, kan worden opgelegd voor een periode van maximaal dertig dagen.

De straffen bedoeld in de artikelen 106, 9° en 10° kunnen worden opgelegd voor een periode van maximum tweeënzeventig uur en kunnen niet worden opgelegd aan een jonge zwangere vrouw of een vrouw die bij haar kind verblijft.

§ 3. De in artikel 106, 8°, bedoelde straf bestaat erin dat, wanneer het gaat om bezoeken van ouders en familieleden tot in de derde graad, door de voogd, de echtgeno(o)t(e), de wettelijke of de facto samenwonende persoon, deze worden georganiseerd in een kamer met een glazen scheidingswand tussen de jongere en de bezoekers.

§ 4. De tenuitvoerlegging van de in de artikelen 106, 9° en 10° bedoelde straffen moet voldoen aan de in de artikelen 91 tot en met 95 bedoelde voorwaarden.

**Art. 108.** Bij de vaststelling van de aard en de duur van de tuchtmaatregel houdt de directeur rekening met de aard en de ernst van de inbreuk en de omstandigheden waaronder deze heeft plaatsgevonden.

Het herhalen van disciplinaire overtredingen kan worden beschouwd als een verzwarende omstandigheid.

**Art. 109.** Disciplinaire straffen kunnen cumulatief zijn, maar de uitvoering ervan, opeenvolgend of gelijktijdig, mag niet langer dan dertig dagen duren.

**Art. 110.** Tuchtmaatregelen kunnen worden opgelegd met een gehele of gedeeltelijke schorsing voor een proeftijd van maximaal 30 dagen, op voorwaarde dat de jongere geen nieuwe disciplinaire overtredingen begaat.

Aan de proeftijd kunnen ook bijzondere voorwaarden worden verbonden, mits de jongere er van tevoren mee instemt deze na te leven en zij niet het karakter van een straf hebben.

Indien de jongere voldoet aan de aan het verblijf verbonden voorwaarden, kan de opgelegde tuchtmaatregel niet langer ten uitvoer worden gelegd.

In geval van niet-naleving van de aan de schorsing verbonden voorwaarden kan de directeur beslissen de opgelegde tuchtmaatregel geheel of gedeeltelijk ten uitvoer te leggen.

**Art. 111.** De directeur kan een lopende tuchtmaatregel omzetten in een opgeschorte tuchtmaatregel of de lopende tuchtmaatregel vroegtijdig beëindigen indien hij van mening is dat het doel van de straf is bereikt.

**Art. 112.** Tuchtstraffen kunnen alleen door de directeur worden opgelegd.

Wanneer het disciplinaire vergrijp tegen de directeur is gepleegd, onthoudt hij zich van iedere handeling.

In dit geval wordt de disciplinaire bevoegdheid uitgeoefend door zijn directe hiërarchische meerdere of de persoon die hij daartoe delegeert.

#### HOOFDSTUK IV. — *Tuchtprocedure*

**Art. 113.** Wanneer een personeelslid zich bewust wordt van wat hij als een tuchtrechtelijke inbreuk beschouwt of wanneer een dergelijk strafbaar feit onder zijn aandacht wordt gebracht, zendt hij binnen 24 uur een verslag aan de directeur.

Dit proces-verbaal wordt ondertekend en vermeldt de identiteit van de dader, de identiteit van de jongere, de feiten die als disciplinaire inbreuk worden beschouwd, de plaats, het tijdstip en de concrete omstandigheden waarin zij zich hebben voorgedaan.

Het opstellen van het verslag leidt niet tot een verandering in de leefomstandigheden van de jongere in het centrum.

De Regering stelt een model van tuchtverslag op.

**Art. 114.** Na ontvangst van het verslag verzamelt de directeur alle informatie die hij relevant acht voor de behandeling van de zaak.

Indien de directeur van oordeel is dat de feiten het toelaten, tracht hij tussen de betrokkenen te bemiddelen voordat een tuchtprocedure wordt ingeleid.

Bij ontstentenis van bemiddeling of indien de directeur van oordeel is dat de feiten tuchtmaatregelen rechtvaardigen, deelt hij de jongere door overlegging van een document waarin de tegen hem aangevoerde feiten worden toegelicht, mee dat tegen hem een tuchtprocedure is ingeleid, dat hij zijn tuchtdossier kan inzien en dat hij zal worden gehoord op de dagen en op de tijdstippen die door de directeur worden vastgesteld.

**Art. 115.** De directeur hoort de jongere binnen vijf dagen na de indiening van het in artikel 114, lid 3, bedoelde document.

De jongere kan zijn verdediging ook schriftelijk aan de directeur meedelen.

De directeur kan de opsteller van het tuchtverslag en een of meer getuigen horen in aanwezigheid van de jongere.

**Art. 116.** De directeur stelt de jongere binnen 24 uur na het horen van de jongere mondeling en schriftelijk in kennis van zijn beslissing en de redenen waarop deze is gebaseerd, met name de redenen die de aard en de duur van de straf hebben bepaald.

Tijdens de in lid 1 bedoelde communicatie, zowel mondeling als schriftelijk, wordt de jongere in kennis gesteld van de procedures voor het aanvechten van de beslissing.

Bij gebreke van enige vermelding in de beslissing over de wijze van betwisting, wordt de in artikel 129, § 2 bedoelde termijn voor het indienen van een klacht opgeschort totdat de toestand verholpen wordt.

**Art. 117.** De jongere heeft het recht zich gedurende de gehele tuchtprocedure te laten bijstaan door een advocaat.

**Art. 118.** § 1. Tijdens de tuchtprocedure kan de directeur voorlopig een bijzondere veiligheidsmaatregel als bedoeld in artikel 87, eerste alinea, nemen overeenkomstig de artikelen 86 en 87.

§ 2. De in lid 1 bedoelde voorlopige maatregelen mogen niet worden genomen met het oog op het opleggen van een onmiddellijke straf.

§ 3. Wanneer de tuchtmaatregel van dezelfde aard is als de voorlopige veiligheidsmaatregel die tijdens de tuchtprocedure is genomen, wordt de duur van de voorlopige maatregel in mindering gebracht van de duur van de tuchtmaatregel.

**Art. 119.** De tuchtstraffen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, waarin voor elke straf de identiteit van de jongere, de aard van de straf, de omstandigheden die tot de straf hebben geleid en de redenen daarvoor, de datum en het tijdstip van het begin en het einde van de straf worden vermeld.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1 ° de minister;
- 2 ° de bevoegde instantie;
- 3 ° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 4 ° de leden van het in artikel 121 bedoelde controleorgaan;
- 5 ° de jongere;
- 6 ° de advocaat van de jongere.

De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot en met 31 januari van het jaar volgend op het jaar van het definitieve vertrek van de jongere.

De directeur doet jaarlijks uiterlijk op 31 januari van elk jaar aan de bevoegde administratie een verslag toekomen over de tuchtstraffen die in het voorgaande jaar zijn opgelegd. In dit verslag worden met name het aantal straffen, de aard, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren vermeld.

TITEL VII. — *INSPECTIE EN CONTROLE*HOOFDSTUK I. — *Inspectie*

**Art. 120.** De bevoegde administratie controleert de uitvoering en de naleving van alle bij of krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen, in het bijzonder door middel van een regelmatige aanwezigheid op de grond.

HOOFDSTUK II. — *Toezicht*

**Art. 121.** Onverminderd de toezichthoudende opdrachten die aan andere overheden zijn toevertrouwd, wordt het toezicht op de centra uitgeoefend door een commissie die is ingesteld bij de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind, de zogenaamde "Toezichtcommissie".

**Art. 122.** De opdrachten van de Toezichtcommissie zijn als volgt:

1 ° onafhankelijke controle uit te oefenen op de omstandigheden van de detentie van jongeren en de eerbiediging van hun rechten in de centra;

2 ° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement adviezen en aanbevelingen uit te brengen over de omstandigheden van detentie van jongeren en de eerbiediging van hun rechten in de centra;

3 ° de bemiddeling tussen de jongere en de directeur, als bedoeld in artikel 128 of 131, organiseren en, in voorkomend geval, de jongere doorverwijzen naar de klachtenprocedure als bedoeld in de artikelen 129 tot en met 138;

4 ° een jaarverslag over haar activiteiten op te stellen, dat zij aan het Parlement en de Regering voorlegt.

De adviezen en aanbevelingen en het jaarverslag worden gepubliceerd op de website van de administratie.

**Art. 123.** Elk centrum wordt ten minste eenmaal per maand door een lid van de Toezichtcommissie onaangekondigd bezocht, met name met het oog op de uitvoering van de in artikel 122, lid 1, eerste alinea, punt 1, bedoelde opdracht.

**Art. 124.** § 1. Voor zover nodig voor de vervulling van de opdrachten van de Toezichtcommissie hebben haar leden vrije toegang tot de centra en hebben zij het recht om ter plaatse alle relevante documenten en alle documenten met persoonlijke informatie over jongeren te raadplegen.

§ 2. De leden van de Toezichtcommissie hebben het recht om zonder toezicht correspondentie met jongeren te onderhouden en zonder toezicht contact met hen op te nemen.

§ 3. De leden van de Toezichtcommissie zijn gebonden aan het beroepsgeheim ten aanzien van individuele informatie waarvan zij uit hoofde van hun ambt kennis hebben.

**Art. 125.** De toezichtcommissie wordt voorgezeten door de Algemeen afgevaardigde voor de Rechten van het Kind.

De leden van de Toezichtcommissie worden op voordracht van de Regering door het Parlement met een tweederde meerderheid voor de helft van hen benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

Zij worden gekozen op basis van hun kennis van of ervaring met de problemen van vrijheidsberoving of bescherming van jongeren en de waarborgen van onafhankelijkheid die zij bieden.

De Toezichtcommissie telt onder haar leden ten minste één magistraat, één advocaat, één arts, één psycholoog en één criminoloog.

De Toezichtcommissie mag niet meer dan twee derde van zijn leden van hetzelfde geslacht hebben.

**Art. 126.** De Regering stelt andere regels vast met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Toezichtcommissie, met inbegrip van onverenigbaarheden die bedoeld zijn om de onafhankelijkheid van haar leden te waarborgen, de benoemingsprocedure, de beloningsregelingen en de redenen voor hun ontslag.

TITEL VIII. — *AANVECHTEN VAN DE BESLISSINGEN VAN DE DIRECTEUR TEN AANZIEN VAN DE JONGERE*HOOFDSTUK I. — *Beslissingen van de directeur*

**Art. 127.** De jongere kan contact opnemen met de directeur over elke beslissing die hem persoonlijk aangaat.

De directeur geeft de jongere binnen 48 uur na ontvangst van zijn schriftelijk verzoek zijn beslissing.

Wanneer de jongere klaagt over de houding van een personeelslid, hoort de directeur de betrokken partijen en deelt hij zijn beslissing aan hen mee.

HOOFDSTUK II. — *Bemiddeling*

**Art. 128.** Een jongere die een beslissing van de directeur tegen hem wil aanvechten, kan te allen tijde de Toezichtcommissie verzoeken een bemiddelingsprocedure te organiseren.

Indien de jongere echter ook een klacht indient bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 129, verzoekt hij uiterlijk op de dag van indiening van de klacht om bemiddeling. In dit geval verwijst de klacht naar het verzoek om bemiddeling.

In het in lid 2 bedoelde geval mag de bemiddelingsprocedure niet langer dan 30 dagen duren en stelt de Toezichtcommissie de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde in kennis van het resultaat van de bemiddelingsprocedure zodra deze is afgerond.

HOOFDSTUK III. — *Interne klacht*

**Art. 129.** § 1. De jongere kan bij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde een klacht indienen tegen elke beslissing van de directeur die hij onwettig, onredelijk of oneerlijk acht.

Het niet-nemen of de weigering om een beslissing te nemen binnen de in artikel 127 bedoelde termijn wordt op dezelfde wijze behandeld als de in het eerste lid bedoelde beslissingen.

§ 2. De klacht moet schriftelijk worden ingediend binnen zeven dagen na de dag waarop de jongere kennis heeft gekregen van de beslissing.

Een klacht die na deze termijn wordt ingediend, is niettemin ontvankelijk indien blijkt dat de jongere, rekening houdend met alle omstandigheden, de klacht zo snel heeft ingediend als redelijkerwijs van hem had kunnen worden verlangd.

§ 3. De klacht moet zo nauwkeurig mogelijk de beslissing waarop de klacht betrekking heeft en de gronden voor de klacht vermelden.

De jongere kan zich bij het opstellen van de klacht laten bijstaan door zijn advocaat of een externe dienst.

**Art. 130.** Na ontvangst van de klacht wordt een afschrift ervan aan de directeur toegezonden.

Uiterlijk 48 uur na ontvangst van de klacht deelt de directeur de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde schriftelijk alle informatie en opmerkingen mee die hij relevant acht voor de beoordeling van de gegrondheid van de klacht.

Deze informatie en opmerkingen worden onmiddellijk schriftelijk aan de jongere en, in voorkomend geval, aan zijn advocaat meegedeeld.

**Art. 131.** De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde kan, wanneer bij hem een klacht aanhangig wordt gemaakt, de jongere en de directeur voorstellen de klacht door te sturen naar de toezichthoudende commissie, zodat deze een bemiddelingsprocedure kan organiseren.

**Art. 132.** Tenzij de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde zonder verder onderzoek van oordeel is dat de klacht kennelijk niet-ontvankelijk, kennelijk ongegrond of kennelijk gegrond is, stelt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de jongere en de directeur in de gelegenheid mondelinge opmerkingen over de klacht te maken.

De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde kan de jongere en de directeur in elkaars afwezigheid (afzonderlijk) horen.

De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde kan, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de jongere of de directeur, mondelinge of schriftelijke informatie van derden verzamelen.

**Art. 133.** De minderjarige en de directeur hebben het recht de procedurestukken te raadplegen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

**Art. 134.** De jongere heeft het recht zich te laten bijstaan door een advocaat of een vertrouwenspersoon van zijn keuze, met uitzondering van een andere jongere die in een gemeenschappelijk centrum is gehuisvest.

**Art. 135.** In afwachting van zijn beslissing kan de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde, op verzoek van de jongere en na de directeur te hebben gehoord, de uitvoering van de beslissing waarop de klacht betrekking heeft geheel of gedeeltelijk opschorten.

Er wordt rekening gehouden met het risico van schade voor de jongere en de veiligheidseisen.

Hij stelt de jongere en de directeur hier onmiddellijk in kennis van.

**Art. 136.** De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde beslist zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen tien werkdagen na het indienen van de klacht.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt opgeschort op verzoek van de jongere overeenkomstig artikel 128 of op verzoek van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde overeenkomstig artikel 131.

In de beslissing worden de procedures voor het instellen van het externe beroep gespecificeerd.

Een afschrift van de beslissing wordt onverwijld en kosteloos toegezonden aan de directeur, de jongere en, in voorkomend geval, zijn advocaat.

**Art. 137.** De klacht wordt gegrond verklaard wanneer de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde van mening is dat de beslissing waarop de klacht betrekking heeft onwettig, onredelijk of oneerlijk is.

In dat geval annuleert de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde deze beslissing geheel of gedeeltelijk en neemt hij eventueel een nieuwe beslissing die in de plaats komt van de nietig verklaarde beslissing.

In geval van nietigverklaring van de beslissing worden de gevolgen van de nietig verklaarde beslissing voor zover mogelijk nietig verklaard of ter uitvoering van de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

Voor zover de gevolgen van de nietig verklaarde beslissing niet kunnen worden hersteld, bepaalt de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde, na de jongere en de directeur te hebben gehoord, of aan de jongere een vergoeding, met uitzondering van een financiële vergoeding, moet worden toegekend.

**Art. 138.** De Regering stelt de overige regels met betrekking tot de klachtenprocedure vast.

#### HOOFDSTUK IV. — *Extern beroep*

**Art. 139.** De jongere kan in beroep gaan tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde bij een onafhankelijke beroepsinstantie, die door de Regering wordt ingesteld en die de definitieve beslissing neemt.

Het beroep wordt schriftelijk ingesteld binnen zeven dagen na ontvangst van het afschrift van de in artikel 136, vierde lid, bedoelde beslissing, met een zo nauwkeurig mogelijke vermelding van de beslissing.

**Art. 140.** De artikelen 130, 132, 133, 133, 134, 135 en 137 zijn per analogie van toepassing op beroepen tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

**Art. 141.** Het beroepsorgaan beslist zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen tien werkdagen na de instelling van het beroep.

Een afschrift van de beslissing wordt onverwijld en kosteloos toegezonden aan de directeur, de jongere en, in voorkomend geval, zijn advocaat.

**Art. 142.** De jongere kan rechtstreeks bij het in dit hoofdstuk bedoelde beroepsorgaan in beroep gaan tegen de beslissing van de leidend ambtenaar of zijn vertegenwoordiger om hem overeenkomstig artikel 3 over te plaatsen.

Het in het eerste lid bedoelde beroep wordt ingesteld overeenkomstig de in dit hoofdstuk vastgestelde procedure en schorst automatisch de procedure.

**Art. 143.** De leden van het beroepsorgaan worden op voordracht van de Regering door het Parlement met een tweederde meerderheid benoemd voor de helft van hen, voor een termijn van zes jaar, eenmaal verlengbaar.

Zij worden gekozen op basis van hun kennis van of ervaring met de problemen van vrijheidsberoving of bescherming van jongeren en de garanties van onafhankelijkheid die zij bieden.

De beroepsinstantie wordt voorgezeten door een volwaardig lid van de zittende rechterlijke macht met ervaring in jeugdbescherming.

**Art. 144.** De Regering stelt andere regels vast met betrekking tot de samenstelling en het functioneren van de beroepsinstantie, met inbegrip van onverenigbaarheden die bedoeld zijn om de onafhankelijkheid van haar leden te waarborgen, de benoemingsprocedure, de beloningsregelingen en de gronden voor hun ontslag, alsmede andere regels met betrekking tot de beroepsprocedure.

#### **TITEL IX. — ADVIESCOMITÉ VOOR DE OPVANG VAN UITHANDENEGEGEVEN JONGEREN DIE ZIJN TOEVERTROUWD AAN EEN GEMEENSCHAPPELIJK CENTRUM**

**Art. 145.** Hierbij wordt een adviesorgaan opgericht, het "Adviescomité voor de opvang van uithandengegeven jongeren die zijn toevertrouwd aan een gemeenschappelijk centrum" genaamd.

Het comité brengt op eigen initiatief of op verzoek van de minister advies uit over het in artikel 16 bedoelde actiekader en de uitvoering daarvan, alsmede over eventuele wijzigingen daarvan.

Elk voorontwerp van decreet en elk ontwerp van regelgevend besluit met betrekking tot het beheer van jongeren die zijn afgestoten in gemeenschapscentra, wordt voor advies voorgelegd aan het comité.

**Art. 146. § 1.** Het Adviescomité is samengesteld uit de volgende leden:

- 1 ° een vertegenwoordiger van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 2 ° een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor kinderen, jeugd en jeugdhulp;
- 3 ° een vertegenwoordiger van door de Franse Gemeenschap erkende diensten die sociale en juridische bijstand aan jongeren verlenen;
- 4 ° een vertegenwoordiger van de diensten voor de bijstand aan gevangenen die door de Franse Gemeenschap zijn erkend;
- 5 ° een advocaat die gespecialiseerd is inzake jeugdbescherming;
- 6 ° twee vertegenwoordigers van de Union francophone des magistrats de la jeunesse, de ene vanuit de zetel en de andere vanuit het openbaar ministerie;
- 7 ° lid van het openbaar ministerie;
- 8 ° twee personen uit de sector wetenschappelijk onderzoek met deskundigheid op het gebied van de bescherming van jongeren en de vrijheidsbeneming van jongeren;
- 9 ° een vertegenwoordiger van de bevoegde administratie;
- 10 ° een centrumdirecteur of zijn vertegenwoordiger;
- 11 ° een vertegenwoordiger van de minister.

De in de leden bedoeld in de leden 1, 9, 10 en 11 wonen de vergaderingen van het Adviescomité met raadgevende stem bij.

§ 2. De leden van het Adviescomité met stemrecht worden door de Regering benoemd voor een periode van zes jaar.

De Regering benoemt uit de in lid 1 bedoelde leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

De Regering benoemt voor elk lid met stemrecht een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor de gewone leden.

§ 3. De Regering stelt de regels vast betreffende de werking van het Adviescomité en de benoeming van zijn leden, met inbegrip van de termijnen waarbinnen adviezen worden uitgebracht en de gevolgen van de niet-naleving van deze termijnen.

#### **TITEL X. — WIJZIGINGS- EN OPHEFFINGSBEPALINGEN**

**Art. 147.** In artikel 4/1 van het decreet van 20 juni 2002 tot oprichting van een Algemeen Afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de Rechten van het Kind, worden de woorden "en overeenkomstig artikel 121 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang in gemeenschapscentra van jongeren die zijn overgedragen" toegevoegd na de woorden "overeenkomstig artikel 73 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming".

**Art. 148.** In artikel 126, paragraaf 2, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, worden na de woorden "en de opvang in gemeenschapscentra voor jongeren die zijn overgedragen" de woorden "en met uitzondering van adoptie" toegevoegd.

**Art. 149.** De wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, wordt opgeheven.

**Art. 150.** Artikel 4 van het decreet van 18 december 2014 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs en jeugdbescherming, wordt opgeheven.

De in artikel 79, lid 2, bedoelde controlemaatregelen zijn ook van toepassing op de openbare instelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap in Saint-Hubert, voor zover de toegang tot het centrum van Saint-Hubert gemeenschappelijk is.

#### **TITEL XI. — OVERGANGSBEPALING**

**Art. 151.** De bij de inwerkingtreding van dit decreet aanhangige tuchtprocedures blijven onderworpen aan de bepalingen van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden.

#### **TITEL XII. — EVALUATIE**

**Art. 152.** De Regering laat om de drie jaar een externe evaluatie van de uitvoering van dit decreet uitvoeren.

Voor de uitvoering van deze evaluatie wordt een offerteaanvraag bekend gemaakt.

De evaluatie wordt opgesteld in de vorm van een verslag aan de overheid.



Binnen drie maanden na ontvangst van het verslag laat de Regering het ter informatie aan het Parlement toekomen.

### TITEL XIII. — SLOTBEPALING

**Art. 153.** Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 11, § 3, dat op 1 januari 2022 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 762-1. Commissieamendementen, nr. 762-2.- Commissieverslag nr. 762-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 762-4.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 762-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 maart 2019.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30198]

#### 14 MARS 2019. — Ordonnance modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 6 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 5 août 1992, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le centre public d'action sociale est administré par un conseil de l'action sociale composé de :

- 11 membres pour une population jusqu'à 50.000 habitants inclus;
- 13 membres pour une population de 50.001 à 150.000 habitants inclus;
- 15 membres pour une population de plus de 150.000 habitants.

Chaque membre effectif a un ou plusieurs suppléants. ».

**Art. 3.** À l'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992 et par l'ordonnance du 28 avril 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « article 66 de la loi électorale communale » sont remplacés par les mots « article 65 du Code électoral communal bruxellois »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/30198]

#### 14 MAART 2019. — Ordonnantie tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 6 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt bestuurd door een raad voor maatschappelijk welzijn bestaande uit :

- 11 leden voor een bevolking tot en met 50.000 inwoners;
- 13 leden voor een bevolking van 50.001 tot en met 150.000 inwoners;
- 15 leden voor een bevolking van meer dan 150.000 inwoners.

Elk werkend lid heeft een of meer opvolgers. ».

**Art. 3.** In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992 en bij de ordonnantie van 28 april 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « artikel 66 van de gemeentekieswet » vervangen door de woorden « artikel 65 van het Brussels gemeentelijk Kieswetboek »;

2° het tweede en derde lid worden opgeheven.